S&D MAGAZINE

www.sd-magazine.com | HORS SERIE 2022 | NUMERO 53 | FRANCE 9.80 € | EUR - SUISSE 14,40 € | MONDE 16 €

05
CHRONIQUE VIP
Gérer l'urgence en construisant l'avenir, Jean-Christophe Combe, ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées

38
INTERNATIONAL
La Chine : entre partenariat stratégique et soft power en matière de sécurité civile

43
DANS L'ŒIL DE
Au cœur des Unités d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile

45
WOMEN IN
Claudia Chatelus, médecin urgentiste à la fibre humanitaire

Dossier SPECIAL

AU CŒUR DE LA GESTION DES CRISES ET DE LA SÉCURITÉ HUMANITAIRE

JE M'ABONNE
sur sd-magazine.com

ABONNEMENT ANNUEL 6 NUMEROS | FRANCE 59 € | EUR - SUISSE 86 € | MONDE 95 €

LES INDUSTRIELS DU GICAT EN PREMIÈRE LIGNE POUR RÉPONDRE AUX SITUATIONS D'URGENCE

GICAT

Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres

Persès Cummunication / ©AdobeStock

Face à la crise, LA VOLONTÉ ET LA DÉTERMINATION

PAR MÉLANIE BENARD-CROZAT,
Rédactrice en chef

Le monde est plus que jamais confronté à une multiplication de crises protéiformes : sécuritaire, sanitaire, économique, écologique, industrielle. Si des process et des doctrines en matière de gestion des risques et des crises existent pour permettre de réagir au mieux dans l'urgence, la succession de ces dernières requiert une adaptation constante des acteurs concernés, publics comme privés, étatiques comme associatifs, autant que des moyens renforcés.

Les inondations récurrentes en Europe ou au Pakistan laissent place à des épisodes de sécheresse à répétition en Afrique. Les incidents industriels en France comme à Beyrouth creusent des traumatismes béants dans nos sociétés. Les déplacements de population côtoient la crise sanitaire… portant les besoins humanitaires à un niveau record… La crise énergétique masque à peine les prochaines crises qui se profilent déjà à l'image de la crise environnementale.

Un climat anxiogène qui, comme dans le chaos, révèle aussi les forces de notre société et laisse éclore des valeurs fortes comme l'engagement et la solidarité. Face à ce monde bouleversé, la solution se trouve dans la volonté et la détermination. Une fois encore, la seule réponse possible est collaborative et collective.

C'est tout le sens de ce hors-série qui démontre que la sécurité se veut un pilier fondamental de notre société. Au service et au bénéficie des citoyens du monde, elle se prépare en temps de paix. Anticiper, s'exercer, se former, innover, coopérer, partager, se réinventer, sans cesse en fédérant tous les acteurs à l'échelle internationale… pour être prêts et répondre, au mieux, et au plus vite, au temps de crise…

Avec l'horizon 2030, le programme de développement durable des Nations unies et le programme thématique sur la paix, la stabilité et la prévention des conflits de l'Union européenne doté d'un budget de près de 900 millions d'euros sur la période 2021-2027, visant à renforcer les capacités en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de préparation aux crises et à faire face aux menaces mondiales et transrégionales, ainsi qu'aux menaces émergentes, nous disposons d'une boussole stratégique qui donne aussi bien une direction que du sens à nos actions et à notre avenir.

Anticiper, s'exercer, se former, innover, coopérer, partager, se réinventer, sans cesse en fédérant tous les acteurs à l'échelle internationale… pour être prêts et répondre, au mieux, et au plus vite, au temps de crise…

SOMMAIRE

CHRONIQUE VIP

05

GÉRER L'URGENCE EN CONSTRUISANT L'AVENIR - JEAN-CHRISTOPHE COMBE, MINISTRE DES SOLIDARITÉS, DE L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES HANDICAPÉES
Par Mélanie Bénard-crozat

8

L'EUROPE FACE AUX CRISES : ENGAGEMENT ET SOLIDARITÉ RENCONTRE AVEC JANEZ LENARČIČ
Par Camille Léveillé

DOSSIER SPÉCIAL
AU CŒUR DE LA GESTION DES CRISES ET DE LA SÉCURITÉ HUMANITAIRE

10

AU CŒUR DES CRISES, L'ONU S'EFFORCE DE TENIR LE CAP
Par Lola Breton

12

COORDINATION CIVILO-MILITAIRE : FÉDÉRER POUR FAIRE FACE
Par Alexandre Guichard

16

SE PRÉPARER À DES ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES TOUJOURS PLUS EXTRÊMES...
Par Camille Léveillé

19

L'EUROPE À L'ÉPREUVE DU FEU
Par Théo Lhen Tallieu

22

COMMENT RENFORCER LA PROTECTION CIVILE FACE AUX NOUVEAUX RISQUES ?
Par Hugo Champion

26

AU CŒUR DU MÉCANISME EUROPÉEN DE PROTECTION CIVILE
Par Hugo Champion

29

L'INNOVATION AU CŒUR DE LA PROTECTION CIVILE
Par Hugo Champion

32

« LES CRISES DE DEMAIN SONT SOUVENT LE REFUS DES QUESTIONS D'AUJOURD'HUI »
Par Sarah Pineau

INTERNATIONAL

34

L'AFRIQUE EN PROIE AUX CRISES HUMANITAIRES
Par Geoffrey Comte

38

LA CHINE : ENTRE PARTENARIAT STRATÉGIQUE ET SOFT POWER EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ CIVILE
Par Alexandre Guichard

40

LA COLOMBIE ENTRE GUERRE ET PAIX
Par Geoffrey Comte

DANS L'ŒIL DE

43

AU CŒUR DES UNITÉS D'INSTRUCTION ET D'INTERVENTION DE LA SÉCURITÉ CIVILE
Par Camille Léveillé

WOMEN IN

45

CLAUDIA CHATELUS MÉDECIN URGENTISTE À LA FIBRE HUMANITAIRE
Par Lola Breton

REMERCIEMENTS A TOUTE L'ÉQUIPE, AUX CONTRIBUTEURS DE S&D MAGAZINE, À NOS EXPERTS ET PARTENAIRES.

Gérer l'urgence EN CONSTRUISANT L'AVENIR

Ancien directeur général de la Croix-Rouge française, auteur de "L'Humanité ne se négocie pas", homme de terrain et d'engagement, Jean-Christophe Combe lançait en 2017 un appel à fonder une société préparée à des défis imminents, notamment aux crises environnementale, sociale et migratoire, avant de devenir en 2022, ministre au sein du gouvernement d'Elisabeth Borne.

PROPOS RECUEILLIS PAR MELANIE BENARD-CROZAT

L'ÈRE DE LA VULNÉRABILITÉ

Face aux crises successives inédites, le Gouvernement a défini une boussole afin d'organiser sa réponse politique : la protection des populations, notamment celle des plus fragiles, afin de permettre à toutes et tous de vivre mieux.
Pour assurer cette ambition, nous avons mis en œuvre des solutions efficaces pour aider concrètement les Français face à l'urgence de l'inflation, mais aussi à plus long terme pour assurer des transformations structurelles de notre modèle social. L'objectif a une double temporalité : gérer l'urgence en construisant l'avenir.
Pour préserver le niveau de vie des Français durant la crise sanitaire le Gouvernement a mis en œuvre l'activité partielle, le fonds de solidarité qui a permis de soutenir 2 millions d'entreprises, les prêts garantis par l'Etat ou encore le plan France relance.
Pour construire l'avenir et atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050, nous agissons dès aujourd'hui. Les dépenses publiques pour la transition écologique se sont élevées à 30 milliards d'euros en 2021 contre 12 milliards d'euros en 2012. Afin d'accompagner nos concitoyens dans cet effort sans précédent de sobriété et lutter contre la crise énergétique nous avons mis en place un chèque exceptionnel de 100 euros en décembre 2021 pour 5,8 millions de ménages ainsi qu'un nouveau chèque élargi versé d'ici la fin de l'année 2022 qui concernera 12 millions de foyers. Nous avons également édicté un Bouclier tarifaire sur les prix du gaz et de l'électricité sans lequel les prix auraient augmenté de 120%.
Les plus vulnérables sont souvent les plus exposés aux risques, et donc plus facilement victimes des crises. Ce sont bien souvent les mêmes qui habitent dans des passoires énergétiques, subissent le plus l'inflation dans leur budget, sont frappés par les vagues de chaleur estivales et bénéficient de l'aide alimentaire. Ce sont pour eux que nous agissons. La transition écologique doit être fondamentalement solidaire.

RENCONTRE AVEC JEAN-CHRISTOPHE COMBE, MINISTRE DES SOLIDARITÉS, DE L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES HANDICAPÉES.

L'objectif a une double temporalité : gérer l'urgence en construisant l'avenir.

C'est aussi ce que l'on appelle « la chaîne des solidarités ». Aujourd'hui, l'Etat agit en étroite concertation avec les associations, les collectivités, les professionnels de l'action sociale et les citoyens engagés.

Mais la pandémie nous aura également permis de prendre conscience d'une vulnérabilité générale. On avait tendance à croire qu'elle n'affectait que certaines franges de la population. Mais ce contexte inédit nous a fait réaliser que chacun, selon le contexte, pouvait devenir vulnérable. Ces différentes crises qui se succèdent, engendrent un contexte anxiogène, mais aussi beaucoup d'humilité et un principe de solidarité extrêmement puissant. C'est ce qu'il faut entretenir pour bâtir une société résiliente.

LA CHAÎNE DES SOLIDARITÉS

Le contexte économique et géopolitique crée une hausse mondiale des prix. Face à l'inflation, nous protégeons les ménages les plus fragiles, notamment avec le paquet pouvoir d'achat voté cet été. La situation est incertaine et nous restons vigilants. Nous continuerons évidemment d'agir dans les mois à venir pour protéger les plus fragiles des aléas de la conjoncture économique.
Nos politiques de solidarité doivent viser une mobilisation de l'ensemble de la société. La solidarité et la lutte contre la pauvreté vont au-delà de la seule action du ministère des Solidarités, mais concernent aussi le ministère du logement, de la santé ou encore du travail.
C'est aussi ce que l'on appelle *« la chaîne des solidarités »*. Aujourd'hui, l'Etat agit en étroite concertation avec les associations, les collectivités, les professionnels de l'action sociale et les citoyens engagés. La voie contractuelle entre Etat et collectivités initiée depuis 2019 dans la stratégie Pauvreté doit être poursuivie et enrichie. Elle pourrait prendre la forme d'un Pacte des solidarités conclu entre l'Etat et les collectivités, comme avec les organismes de sécurité sociale, pour définir les objectifs communs pour l'ensemble du quinquennat ainsi que les orientations stratégiques à l'échelle de nos territoires. Ainsi, nous pourrions répondre aux réalités de terrain de la manière la plus efficace possible.
Nous comptons aussi sur les citoyens déjà très engagés et directement concernés par la construction de ces politiques.

FORMER LA POPULATION À SE PROTÉGER

La résilience, c'est la protection pendant la crise et l'accompagnement en sortie de crise, mais c'est surtout beaucoup de préparation, de sensibilisation et d'anticipation. La résilience et l'engagement de tous impliquent que les citoyens soient informés et formés. Nous le savons, les premières heures d'une crise sont déterminantes. Si la population n'a aucune notion de secours, la catastrophe est totale. Il faut donc que chacun soit capable de prendre soin de lui-même et de son entourage, que tous les acteurs aient la culture de la coopération et l'habitude d'agir en complémentarité. C'est un héritage que j'emporte avec moi de la Croix- Rouge et j'en suis très fier. C'est une réponse collective qui nous permettra de répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain.
Selon moi, une société résiliente c'est une société du lien social, une société de proximité, une société du soin, une société préparée, une société de l'humain.

Selon moi, une société résiliente c'est une société du lien social, une société de proximité, une société du soin, une société préparée, une société de l'humain.

airbus.com
CHAQUE
APPEL
EST
UN
APPEL
À
L'ACTION
Lorsque les forces armées sont appelées en intervention, les troupes risquent leurs vies. C'est pourquoi elles ont besoin d'un hélicoptère fiable, capable de réaliser la mission, quels que soient le temps ou les conditions. Polyvalent et équipé d'un système de pilotage automatique de référence, le H225M est doté d'une avionique de pointe qui fait de lui l'hélicoptère longue distance par excellence. Le risque et le danger ne disparaîtront jamais et lorsqu'il est temps de passer à l'action, le H225M répond présent pour préserver la beauté et la sécurité du monde.
AIRBUS

L'Europe face aux crises : ENGAGEMENT ET SOLIDARITÉ

Alors que les crises se multiplient, s'enchevêtrent et s'intensifient, les défis auxquels s'exposent la communauté internationale et les Etats-membres de l'Union européenne sont croissants. Engagé sur tous les fronts, Janez Lenarčič, Commissaire européen en charge de la gestion de crise, fait face un 21e siècle dans la tourmente.

PROPOS RECUEILLIS PAR CAMILLE LÉVEILLÉ

RENCONTRE AVEC LE COMMISSAIRE EUROPÉEN QUI ENTEND MODERNISER ET RENFORCER L'ACTION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE GESTION DE CRISE, DE PROTECTION CIVILE ET DE RÉPONSE HUMANITAIRE.

CRISES HUMANITAIRES ET CONFLITS

Notre monde continue d'être ébranlé par des conflits violents et des catastrophes naturelles destructrices qui précipitent souvent les communautés locales dans des crises humanitaires. Nous saluons tous ceux qui travaillent en première ligne, qui risquent constamment leur vie pour en sauver d'autres et réduire les souffrances humaines. En 2022, les attaques contre des travailleurs humanitaires ont entraîné la mort de 40 d'entre eux ; 136 travailleurs humanitaires ont été enlevés et 68 blessés. Les règles de guerre sont claires. Les civils, y compris le personnel médical et les travailleurs humanitaires, doivent toujours être protégés et ne jamais être ciblés. L'invasion par la Russie a non seulement conduit à une hausse vertigineuse des besoins humanitaires en Ukraine, mais a également entraîné des conséquences dramatiques dans le monde entier. Les personnes les plus touchées par la flambée des prix et par les pénuries alimentaires sont celles dont l'accès à la nourriture a déjà été entravé par les conflits, le changement climatique et les effets de la pandémie de COVID-19. Les populations du Soudan du Sud, d'Ethiopie, de Somalie, du Nigeria, du Yémen et d'Afghanistan sont menacées de famine, tandis que de nombreux autres pays sont confrontés à une grave insécurité alimentaire. L'UE a considérablement augmenté son financement pour lutter contre la crise alimentaire mondiale, et nous invitons la communauté internationale des donateurs à en faire de même. C'est ainsi que nous pouvons soutenir l'abnégation dont font preuve les travailleurs humanitaires afin de fournir de la nourriture, des soins de santé et des abris — mais aussi de l'espoir — aux communautés les plus vulnérables du monde. Nous ne devons pas oublier que 80 % des crises humanitaires dans le monde sont les conséquences des conflits.

LE MÉCANISME EUROPÉEN MOBILISÉ

Nous renforçons les outils dont nous disposons au sein de l'Union européenne pour faire face ensemble. Le Mécanisme européen de protection civile est devenu un véritable outil de la gestion de crise au niveau européen. Mais ce dernier peut se révéler, dans certains cas, insuffisant. C'est pourquoi nous avons ajouté un niveau supplémentaire dans l'outil de solidarité : RescEU destiné à protéger les citoyens des catastrophes et à gérer les nouveaux risques. Mise en place dès 2019 avec une flotte d'avions pour lutter contre les incendies qui ont ravagé l'Europe au début de son mandat, RescEU possède désormais des moyens étendus. Elle peut mettre à disposition des médicaments et des équipements médicaux, des contre-mesures NRBC (mesures de détection et de décontamination), des capacités logistiques et de transport, des capacités d'hébergement, en particulier pour les abris d'urgence, etc. Nous investissons également dans des sources d'énergie d'urgence, principalement des générateurs.

Cette année, le Mécanisme européen de protection civile a été activé 11 fois pour les incendies de forêt dans toute l'Europe et grâce à la solidarité sans précédent des Etats membres, le centre de coordination de la réaction d'urgence a coordonné 33 déploiements d'avions de lutte contre les incendies et 8 déploiements d'hélicoptères. Grâce à la flotte rescEU, le Mécanisme de protection civile de l'UE a répondu rapidement et efficacement à la plupart des demandes formulées. Néanmoins, la nature

En matière de justice, des efforts ont été réalisés et les progrès de la communauté internationale sont à noter, mais il reste encore beaucoup à faire.
Nous devons enfin faire progresser le programme général sur la paix, la sécurité et l'égalité des sexes.

nous a rappelé une fois encore quelles étaient les conséquences du réchauffement climatique. L'intégration systématique d'actions de préparation et de prévention face aux catastrophes dans les projets financés par l'UE demeurera donc notre priorité absolue dans le cadre de la fourniture de l'aide humanitaire. Nous avons ainsi décidé de doubler la capacité de la flotte d'avions de lutte contre les incendies au niveau du RescEU, et ce, dès l'année prochaine.

ANTICIPATION, PRÉVENTION, PRÉPARATION

Les incendies de forêt sont devenus une préoccupation paneuropéenne, qui nous concerne tous. Aucun pays, même s'il est très bien équipé ou préparé comme la France, ne peut faire face seul à une telle catastrophe. Nous devons par ailleurs investir davantage dans la prévention et la préparation. Bien que nos services d'urgence continuent d'être actifs dans la surveillance et la maîtrise des incendies, en tant que décideurs politiques, nous devons nous tourner vers l'avenir et prendre des engagements politiques rapides et forts pour en faire plus, tant au niveau national qu'au niveau européen, afin d'améliorer la préparation de l'UE aux futures saisons d'incendie pour éviter le pire.
Nous devons enfin être en mesure de mettre en place, au niveau national dans chaque Etat membre, un système d'alerte. Ce dernier existe au niveau européen. Mais il faut à présent être en capacité d'informer chaque citoyen européen le plus rapidement possible. Nous devons travailler collectivement sur ce sujet pour faire évoluer les mesures en place actuellement. La Commission européenne a par ailleurs développé un réseau de connaissances, une plateforme d'échange, d'expertise et de bonnes pratiques pour les praticiens de l'action humanitaire, la gestion de crise et la sécurité civile. Je serais très heureux que la France fasse connaître l'initiative HELPED par le biais de ce réseau.

LA GUERRE EN UKRAINE : UN DÉFI LOGISTIQUE

L'Union européenne fournit des fonds à ses partenaires humanitaires qui s'occupent de la logistique et de la distribution de l'aide humanitaire sur le terrain en Ukraine. Face à l'explosion des besoins nous avons renforcé la partie logistique de notre action. En Ukraine, nous avons mis en place 3 hubs logistiques humanitaires, dont des entrepôts où nous pouvons stocker certains vivres ou médicaments et les moyens de transports nécessaires pour acheminer les biens humanitaires vers l'Est et les zones de territoires temporairement occupés et incontrôlés. À l'heure actuelle, une trentaine d'organisations utilise ces capacités de réponse humanitaire et les mettent à disposition en Ukraine. L'hiver à venir sera par ailleurs pour les Ukrainiens l'un des plus durs jamais vécus. Outre les attaques impitoyables perpétrées par la Russie, ils feront face à des températures glaciales, dues à la détérioration de leurs habitations et de leurs systèmes de chauffage. La communauté humanitaire doit être pleinement prête à venir en aide aux populations touchées. L'acheminement de l'aide aux personnes les plus vulnérables est un véritable défi. Une approche unifiée et coordonnée est plus que jamais nécessaire.

PRÉVENIR DES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES DANS LES CONFLITS

Une attention particulière devrait également être accordée à la prévention et à la réponse à la violence sexuelle et sexiste dans les conflits. Nous devons intensifier le travail de prévention, d'atténuation et de réponse avec des financements, une perspective juridique et pratique pour assurer l'accès aux services ainsi que la justice pour les survivants et engager la responsabilité des auteurs. Les violences sexuelles et sexistes sont l'un des crimes les plus répandus dans les conflits armés du monde entier. En Ukraine, les rapports troublants de violences sexuelles contre les femmes et les filles, mais aussi contre les hommes et les garçons, n'ont retenu l'attention du monde que quelques semaines après le début de la guerre d'agression russe. Dans les régions éthiopiennes du Tigré, d'Amhara et d'Afar, la violence sexuelle utilisée dans le cadre d'une stratégie délibérée vise à terroriser, dégrader et humilier les victimes et le groupe ethnique minoritaire auquel elles appartiennent. En Afghanistan, des femmes et des filles ont été vendues ou forcées de se marier et d'être soumises à l'esclavage sexuel par les talibans. Ce ne sont là que quelques exemples. Et, pour chaque exemple, il y a un survivant, dont la vie a été détruite, avec des ramifications pour des familles et des communautés entières. Nous ne devons pas les abandonner. En 2021, nous avons alloué environ 33 millions d'euros de notre budget d'aide humanitaire à la prévention et à la riposte à la violence sexiste dans le monde en partenariat notamment avec l'UNFPA. En matière de justice, des efforts ont été réalisés et les progrès de la communauté internationale sont à noter, mais il reste encore beaucoup à faire.

Nous devons enfin faire progresser le programme général sur la paix, la sécurité et l'égalité des sexes.

Au cœur des crises, L'ONU S'EFFORCE DE TENIR LE CAP

© Mathias Reding, Pexels

Alors que la 77e session de son Assemblée générale s'est clos fin septembre, l'ONU fait face à de très nombreux défis. Défis qu'elle est en mesure de relever à la seule condition d'une coalition mondiale. Les Etats membres sont appelés à se mobiliser et à s'engager dans des actions concrètes sur le terrain.

PAR LOLA BRETON

L'événement était notable, presque historique. Voilà plus de deux ans que l'on n'avait pas vu António Guterres au pupitre de l'Organisation des Nations unies. Le 20 septembre, le Secrétaire général a ouvert la 77e session de l'Assemblée générale en présentiel sur une note sombre : « *Notre monde est au plus mal. Les clivages s'accentuent. Les inégalités se creusent. Les difficultés s'étendent.* » Il faut dire que, alors que le virus de Covid-19 menace encore et que la guerre fait rage, le moral de la communauté internationale n'est pas au beau fixe. « *La Charte des Nations unies et les idéaux qu'elle porte sont en péril* », s'est-il alarmé. Pourtant, beaucoup comptent sur elle pour parvenir à sortir de ces crises qui nous assaillent, et à affronter les prochaines. « *La logique de coopération et de dialogue est la seule voie possible*, assure António Guterres. *Aucune puissance ou groupe ne peut mener la barque tout seul. Aucun grand problème mondial ne peut être résolu par une coalition de volontaires. Il nous faut une coalition mondiale.* » Mais cette barque est faite de rameurs mués par leur seule bonne volonté, qu'il faut parfois convaincre de travailler en groupe.

« CASSER LE CYCLE INFERNAL DE LA VIOLENCE »

Coopérer d'abord pour atteindre la paix. Le Secrétaire général l'a rappelé, la guerre en Ukraine doit cesser. Plus encore, ce sont tous les autres théâtres de conflits qui doivent être pris en charge. C'est le but du Nouvel agenda pour la paix pour 2030. Il consiste notamment à travailler à la réduction des risques nucléaires et cyber, à investir dans la prévention et à penser à l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique. Mais cette recherche de paix est rendue difficile par le rejet, par beaucoup, de la démilitarisation. « *Au contraire, au Moyen-Orient, nous sommes plutôt dans une course à l'armement*, souligne Carole André-Dessornes, docteure en sociologie et spécialiste des rapports de force dans la région. *On n'y a jamais été autant armé. Cela s'accélère notamment avec le désengagement des Etats-Unis de la région. Les monarchies arabes se sont mises à signer beaucoup de contrats, ce qui profite*

> Notre monde est au plus mal.
> Les clivages s'accentuent.
> Les inégalités se creusent.
> Les difficultés s'étendent.

© Pixabay

d'ailleurs à la fois aux Etats-Unis, à la France, aux Russes, à Israël et à la Chine. » Un phénomène commercial qui n'est donc pas prêt de cesser. D'autant que la pandémie et la guerre en Ukraine ont fait totalement abandonner le focus mis sur la région depuis des années. « *L'autoritarisme persiste*, note la chercheuse. *En 2019, la révolution au Liban était porteuse d'espoir mais la pandémie a tout cassé.* »
« *Casser le cycle infernal de la violence à l'Est de la RDC permettrait de stabiliser la région des Grands Lacs afin de tirer le plus grand bénéfice de ses potentialités économiques* », souligne également le président de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi à l'attention de l'ONU. Il parle là des minerais essentiels à la transition écologique – notamment pour la construction des batteries de véhicules électriques – que l'on trouve majoritairement en Afrique.

FINANCER LE SAUVETAGE DE LA PLANÈTE

Cette transition écologique est clé. La crise climatique s'apprête à engranger de nouveaux risques et défis pour la communauté internationale et les populations. Les engagements de l'Accord de Paris sont toujours d'actualité : les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduits de moitié avant 2030. Mais, António Guterres l'a rappelé, cet objectif, même s'il est atteint, ne suffira pas à colmater le problème. L'ONU a d'ores et déjà promis une aide de 100 milliards de dollars par an aux pays en développement pour financer les initiatives de lutte contre le changement climatique. Mais l'organisation internationale n'a pas cet argent en fonds propres et peine à mobiliser les grands pollueurs dans une démarche solidaire.
D'autant que tous les programmes, ou presque, de l'ONU nécessitent une contribution financière de la part de ses membres. Et au sortir d'une pandémie dévastatrice, les Etats semblent plus enclins à donner pour combattre les maladies que pour sauver le climat. Pays et organismes privés se sont engagés, fin septembre, à donner 14,2 milliards de dollars en faveur du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La recherche autour de ces maladies a été considérablement affectée par les moyens mis en œuvre pour régler la situation sanitaire liée au Covid-19. Parmi les objectifs affichés par le secrétaire général dans le Programme Commun pour 2030, on retrouve notamment la création d'une « *plateforme d'urgence à activer en cas de crise mondiale complexe* », notamment en cas de nouvelle pandémie. En termes de santé publique, il faut croire d'ailleurs que les leçons sont apprises. Un plan de vaccination mondial devrait être établi.

LES FEMMES ET LES FILLES D'ABORD

Autre élément majeur qui sera au cœur des préoccupations futures, a fortiori à l'aune des crises climatiques et militaires : l'insécurité alimentaire. « *C'est la préoccupation majeure dans de nombreux pays au Moyen-Orient* », alerte Carole André-Dessornes. L'objectif de développement durable (ODD) « *faim Zéro* » avait pour ambition d'éradiquer la faim dans le monde d'ici à 2030. La tendance est plutôt inverse : le nombre de personnes affectées

© Wasseem Lazkani, Pexels

dépassera certainement les 670 millions si un changement profond n'a pas lieu. Un chiffre similaire à celui de 2015. Le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) enjoignent les Etats à « *réaffecter les ressources dont ils disposent pour encourager la production, la distribution et la consommation d'aliments nutritifs* ». Autrement dit, des efforts majeurs sont attendus de la part de chacun des Etats membres en termes agricoles. « *Le problème, c'est que l'assistance est insuffisante. Les aides de l'ONU ne peuvent pas compenser la faillite totale des gouvernements* », appuie la docteure en sociologie, inquiète pour le Liban notamment, dépendant à 80 % des importations de blé ukrainien.
Tous ces sujets ont la particularité de se voir traversés par un autre ODD : l'égalité entre les sexes. Là encore, la volonté de l'organisation est inchangée. Elle demande d'abord à chaque pays de « *veiller à une représentation égale des femmes et des hommes* » dans les institutions. Pour faire tomber les obstacles économiques qui se dressent devant les femmes, le secrétariat général préconise « *d'investir massivement dans l'économie des services à la personne* » et de « *rendre visible le travail à domicile* » dans les données économiques. Le tout en luttant contre les préjugés et la violence de genre. Là encore, les résultats n'arrivent pas assez vite. « *Au rythme où nous avançons, l'égalité de genre pourrait être atteinte dans 286 ans* », prédit ONU Femmes dans son rapport annuel. « *L'insécurité alimentaire affecte directement les femmes et les filles à cause des dynamiques de genre dans les foyers. On nourrit d'abord ceux qui rapportent l'argent, les hommes, puis les enfants et ensuite, seulement, les femmes* », souligne Antra Bhatt, l'une des autrices du rapport. Dans ce contexte, et alors que l'argent alloué aux programmes d'égalité des genres a baissé cette année pour la première fois depuis des décennies, ONU Femmes et les autres organes de l'ONU travaillent à renverser la tendance. « *Les organisations de femmes sont clés pour s'organiser rapidement en cas de conflits et dans toutes situations de crise*, explique Sarah Douglas, spécialiste paix et sécurité au sein d'ONU Femmes. *Il faut donc continuer à pousser les Etats à s'engager, pas juste dans leur parole, mais aussi dans leurs actions concrètes, sur le terrain.* »

Coordination civilo-militaire : FÉDÉRER POUR FAIRE FACE

L'accroissement du nombre de crises, leurs natures changeantes, les catastrophes naturelles et l'évolution des conflits modernes à l'échelle de la planète appellent les acteurs de la sécurité civile et humanitaire, qu'ils soient militaires ou non, du public ou du privé, à fédérer leurs énergies et leurs compétences au niveau international. La coordination civilo-militaire est cruciale pour soutenir l'aide humanitaire et les secours d'urgence lors de catastrophes. L'Union européenne et les Etats-membres s'illustrent dans cette période mouvementée, par un mécanisme reposant sur la concertation, la réactivité et la complémentarité.

PAR ALEXANDRE GUICHARD

« *La différence entre le temps de crise et le temps normal est en train de se brouiller. Ce que l'on considère comme le temps de crise devient la norme. L'exception tend à devenir la règle, lorsque l'on pense au Covid, aux gilets jaunes, à l'Opération Sentinelle* » entame Grégory Daho, Maître de conférences en science politique de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Aux crises susnommées, on peut ajouter le retour de la guerre sur le territoire européen, en Ukraine, les récents feux de forêts essaimant une partie du territoire métropolitain, ou encore les inondations dévastatrices endurées par le Pakistan. Pire, face à cette multiplication des crises, l'aide internationale est mise en difficulté. « *En Afghanistan, où la famine menace près de 23 millions d'habitants, l'appel de l'Organisation des Nations unies (ONU) à lever 4,4 milliards de dollars (4,6 milliards d'euros) n'a pas été entendu. Seuls 42 % des fonds ont été réunis en septembre* »[1]. Même chose en Somalie, où « *l'aide humanitaire ne va pas dépasser le milliard de dollars, soit à peine 70 % de ses besoins* »[2].

UN PARTENARIAT PUBLIC–PRIVÉ INCONTOURNABLE

De cette conjoncture inquiétante en matière de sécurité humanitaire découle un constat clair : la coordination entre acteurs civils et acteurs militaires apparaît indispensable, alors que fédérer les acteurs et les énergies n'a jamais paru aussi primordial. Cette approche débute avant tout à l'échelle nationale, au travers du continuum de sécurité-défense. « *Aujourd'hui, le débat n'est plus entre « étatistes » hostiles à l'immixtion du privé et « libéraux » favorables à l'externalisation à tous crins, il porte sur les modalités de mise en œuvre de partenariats public-privé devenus incontournables.*

1. Bouissou Julien, « Avec la multiplication des crises humanitaires, l'aide internationale fait face à des besoins immenses », Le Monde.
2. Ibid.

A minima de faire en sorte que les forces armées soient acceptées localement, mais également d'accroître l'influence nationale et favoriser nos entreprises pour qu'elles accèdent aux marchés de la reconstruction.

En revanche, on observe une gestion au coup par coup des externalisations : ni les Armées ni l'Intérieur n'ont défini une méthode, une stratégie » évoque Guillaume Farde, Professeur affilié à l'Ecole d'affaires publiques de Sciences Po, membre du conseil scientifique de la Gendarmerie nationale et membre associé de l'Association des hauts fonctionnaires de la Police nationale (AHFPN).
Des partenariats fructueux existent d'ores et déjà : « *Des sociétés privées pourraient-elles participer aux opérations ? Cela existe : CAE aviation loue des avions aux services de renseignement (DGSE, DRM) pour des missions au Sahel ou en Libye. Ou la location de gros-porteurs russes ou ukrainiens pour le transport stratégique. Comme aux Etats-Unis, les activités privées portent surtout sur la logistique, la maintenance et la formation. La société britannique Babcock vient de conclure un contrat avec l'armée de l'armée de l'Air française pour la formation initiale des pilotes de chasse sur les nouveaux avions Pilatus PC-21* » souligne Guillaume Farde.

AGRÉGER LES COMPÉTENCES

Une coopération qui s'est illustrée en France, en pleine crise sanitaire. Dès le lancement de l'Opération Résilience, le 25 mars 2020, au sommet de la crise, Emmanuel Macron eut pour premier réflexe de désigner le Service de santé des armées pour la piloter. « *Il existe deux compétences que seuls les militaires possèdent à un haut-niveau de savoir-faire : la planification et la projection. On a créé une cellule de crise à Beauvau, qui a moins de 10 ans, pour coordonner, anticiper et planifier, tandis que les militaires, s'exercent sans discontinuer et avec des outils dédiés, depuis 30 ans, à la planification froide de missions parfois improbables* » développe Grégory Daho. Et d'ajouter : « *Les militaires peuvent être déployés partout sur le globe en moins de 24h. Ils disposent de compétences qui sont au cœur de la gestion de crise aujourd'hui, ce qui leur donne une place incontournable pour répondre aux enjeux* ».
Une formation dédiée à l'action civilo-militaire (CIMIC) au sein des forces armées françaises est délivrée au Centre interarmées des actions sur l'environnement (CIAE), basé à Lyon. Doctrines, qualifications et uniformes spécifiques ont été créés pour former les soldats français à la coopération avec les acteurs locaux au cours d'un conflit. Les officiers spécialisés ont pour objectifs : « *A minima de faire en sorte que les forces armées soient acceptées localement, mais également d'accroître l'influence nationale et favoriser nos entreprises pour qu'elles accèdent aux marchés de la reconstruction* » précise le chercheur. Mais fédérer ne suffit pas toujours au succès. Au Mali, après avoir obtenu une sécurisation de la zone grâce à l'Opération Serval, les militaires ont passé la main aux diplomates et aux développeurs. « *L'approche fut théorisée par l'intermédiaire d'une doctrine intitulée : Défense, Diplomatie et Développement. L'Etat français a donné beaucoup d'argent à l'Agence française de développement, entre 1 et 1,5 milliard d'euros, mais nous avons misé beaucoup sur le développement de manière quelque peu artificielle, car accolé à la sécurité. Cela exemplifie l'idée selon laquelle la sécurité ne suffit pas et l'armée ne peut gagner politiquement* » explique Grégory Daho.

MULTIPLIER LES COOPÉRATIONS

Mais la coopération civilo-militaire ne poursuit pas uniquement des objectifs géostratégiques. En septembre dernier, le Centre médico-chirurgical interarmées (CMCIA) des forces françaises déployées à Djibouti a organisé « *une journée de formation pluridisciplinaire à la chirurgie d'urgence et au damage control (...) dédiée aux jeunes médecins djiboutiens en cours de spécialisation en chirurgie* »[3] afin de « *partager leurs savoir-faire propres à la médecine d'urgence avec les services de santé locaux* »[4].

Les militaires peuvent être déployés partout sur le globe en moins de 24h.

3. Ministère des Armées : « FFDj - Coopération civilo-militaire dans le domaine médical au profit d'internes en médecine djiboutiens ».
4. Ibid.

À elle seule, l'UE a mobilisé 64 M€, rien que pour la réponse d'urgence, en sus des contributions individuelles des différents Etats membres, qui s'élèvent à environ 65 M€.

A l'échelle continentale, le commissariat de l'UE pour la gestion de crise, dirigé aujourd'hui par Janez Lenarčić, est instrumental dans l'action européenne en faveur de la sécurité humanitaire. *« À elle seule, l'UE a mobilisé 64 millions d'euros, rien que pour la réponse d'urgence, en sus des contributions individuelles des différents Etats membres, qui s'élèvent à environ 65 millions d'euros »*[5] indiquait le Commissaire européen à la suite de l'explosion du port de Beyrouth, au Liban. Bruxelles a également envoyé des dizaines de tonnes de matériels d'aide essentielle, incluant notamment des ambulances et des médicaments, par le biais d'un pont aérien[6].

PARTAGER LES SOLUTIONS

Janez Lenarčić l'affirme sans ambages : *« L'Union européenne, en collaboration avec les Etats membres, est un acteur majeur de la sécurité humanitaire. Nous sommes, avec les Etats-Unis, l'un des plus gros donateurs et fournisseurs d'aide humanitaire, à l'échelle globale, pour répondre aux crises. L'Union européenne est également un acteur influent dans le domaine de la réduction mondiale des risques de catastrophe, en se montrant actif au sein des institutions des Nations unies, avec lesquelles nous coopérons efficacement ».*

> **“ L'UNION EUROPÉENNE, EN COLLABORATION AVEC LES ETATS MEMBRES, EST UN ACTEUR MAJEUR DE LA SÉCURITÉ HUMANITAIRE. NOUS SOMMES, AVEC LES ETATS-UNIS, L'UN DES PLUS GROS DONATEURS ET FOURNISSEURS D'AIDE HUMANITAIRE, À L'ÉCHELLE GLOBALE, POUR RÉPONDRE AUX CRISES. ”**

Depuis 2014 et l'émergence de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, notamment au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée, l'Union européenne tente d'endiguer le phénomène et de venir en aide aux populations locales. Le *« Karel Dorman »*, plus grand navire de la Marine néerlandaise, a transporté *« 160 véhicules, 80 conteneurs et environ 1200 tonnes de fournitures essentielles et d'équipement médical »*[7] aux prémices de la crise. Le montant de l'aide apportée par l'UE à la région se compte en centaines de millions d'euros sur les huit dernières années, alors qu'elle *« a aussi apporté une contribution significative à la recherche sur Ebola, y compris en ce qui concerne le développement de vaccins, et alloué plus de 230 millions d'euros de fonds à cette fin ».*[8]

Récemment, l'UE annonçait fournir au Pakistan une nouvelle aide humanitaire d'un montant de 30 millions d'euros visant à répondre aux besoins urgents, notamment en matière d'abris, d'eau et d'assainissement, de denrées alimentaires et de nutrition, de santé, de protection, d'éducation dans les situations d'urgence et d'aide en espèces suite aux inondations sans précédent qui ont entraîné une détérioration rapide de la situation humanitaire sur place. Compte tenu de l'ampleur de la crise, les besoins en matière de soutien psychologique seront également pris en considération, souligne la Commission.

Immédiatement après l'apparition de l'urgence, l'UE a débloqué plus de 2,35 millions d'euros d'aide humanitaire et a coordonné les offres d'aide de ses Etats membres, dont la Belgique, la Suède, la France, le Danemark, l'Autriche, la Grèce et la Slovénie. À la suite de la demande d'assistance des autorités pakistanaises, le mécanisme européen de protection civile a également déployé un officier de liaison et une équipe d'experts pour soutenir les opérations et contribuer à coordonner l'arrivée d'une aide supplémentaire. Les services satellitaires dans le cadre du programme Copernicus de l'UE ont été activés pour collecter des données à l'appui de l'évaluation de la situation dans les zones les plus touchées. Loin des débats d'idées, l'action quotidienne de la coopération civilo-militaire permet de réaffirmer que seule une action concertée et coordonnée permettra d'atteindre le but commun à chacune des parties prenantes : l'efficacité dans la complémentarité.

5. Le Télégramme « Sans gouvernement libanais « crédible », pas d'aides pour reconstruire, prévient l'UE »
6. Public Affairs Bruxelles "EU steps up aid for Lebanon – European Commissioner for Crisis Management in Beirut"
7. Commission européenne : « Coordination entre le civil et le militaire en temps de crise ».
8. Commission européenne : « Réaction de l'UE à l'épidémie d'Ebola ».

Daher, c'est plus de 150 ans d'histoire et un modèle industriel unique alliant **construction d'avions, fabrication d'aérostructures et services logistiques.**

L'INNOVATION RESPONSABLE

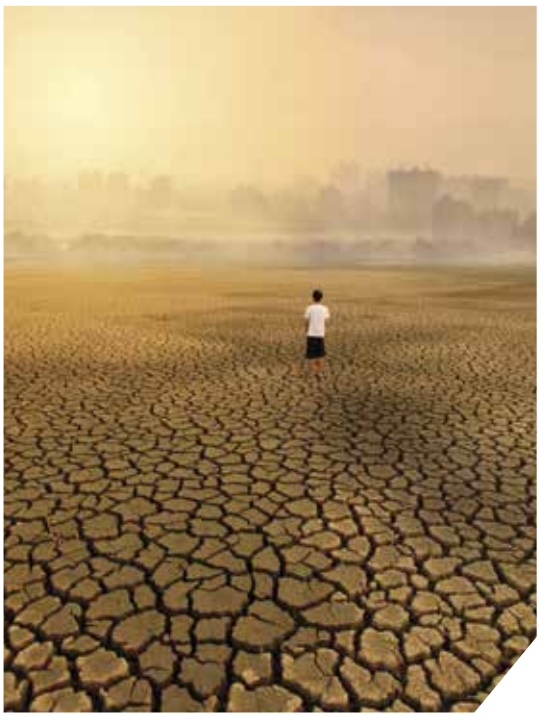
Avec la création de **trois centres d'innovation** - Shap'in, Fly'in et Log'in - pour imaginer et concevoir les aérostructures plus légères et performantes de demain, des avions qui consomment moins et les solutions logistiques les plus adaptées aux **enjeux du bas carbone, Daher dessine l'aéronautique plus durable et éco-responsable de demain.**

Les femmes et les hommes de Daher soutiennent chaque jour l'innovation **avec audace** pour relever les défis industriels et préparer activement un futur plus responsable.

DAHER

www.daher.com

Se préparer à des événements CLIMATIQUES TOUJOURS PLUS EXTRÊMES...



L'enchaînement des crises lors d'événements climatiques extrêmes cristallise aujourd'hui toute l'attention. Nos forces de sécurité se doivent d'apporter des réponses coordonnées et globales dans des contextes particulièrement éprouvants à l'instar des événements climatiques de cet été sur le territoire français. Comment les acteurs institutionnels, associatifs et industriels adressent-ils ces enjeux multifactoriels ? Comment la population peut-elle revenir au centre du jeu ?

PAR CAMILLE LÉVEILLÉ

LA MULTIPLICATION DES RISQUES CLIMATIQUES

Si le lien entre les événements climatiques extrêmes et le réchauffement climatique n'est aujourd'hui plus à prouver, la multiplication de ces risques pourrait bien être problématique dans les années à venir. Inondations, sécheresse, orages violents, feux de forêts, les exemples sont nombreux. Entre 1980 et 2017, les épisodes météorologiques extrêmes ont causé la mort de 90 000 personnes au sein de l'Union européenne et plus de 500 milliards de pertes économiques. Ainsi, le dernier rapport de l'état des risques de catastrophes naturelles ou de cause humaine dans l'UE note que les événements climatiques font partie des cinq risques qui inquiètent le plus les autorités des Etats membres.[1]
S'intensifiant chaque jour, les événements climatiques extrêmes doivent être mieux maîtrisés et une action coordonnée et concrète des pouvoirs publics au niveau national et européen est aujourd'hui plus que jamais nécessaire.

ANTICIPER ET RÉAGIR

80 % des Français considèrent aujourd'hui être mal ou pas préparés face aux crises et catastrophes[2]. Le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, Alain Thirion, plaide pour la mise en place d'une journée de sensibilisation auprès des Français en fonction des menaces auxquels ils sont exposés sur leur territoire. Calquée sur le modèle japonais, cette acculturation auprès des jeunes notamment, permettrait d'apprendre les gestes qui sauvent et d'expliquer les risques. « *La population exposée aurait ainsi la capacité de devenir acteur de la prévention et de la réaction au danger. Se former aux comportements appropriés et disposer d'outils de prévention adéquats limite les effets néfastes du risque* » témoignait à ce sujet le préfet[3]. Et d'ajouter : « *Au regard des transformations profondes induites par le changement climatique, j'ai impulsé à la mi-avril 2021, une démarche prospective afin de mettre en place une stratégie d'adaptation de la réponse de la sécurité civile face aux défis climatiques et leurs effets à horizon 2050 [...]. Abordée par thématique, cette analyse prend en compte l'évolution de l'ensemble des risques naturels et de leurs éventuels effets domino sur les réseaux, infrastructures et risques industriels. Ces travaux ont abouti à plus d'une centaine de recommandations ayant permis d'établir une feuille de route pour l'adaptation de la Sécurité civile à l'horizon 2050* ».

> Il est extrêmement important de travailler sur le suivi psychologique des personnes victimes pour qu'elles puissent se reconstruire le plus rapidement possible. Après la catastrophe, vient le temps de la post-urgence immédiate, pour permettre aux victimes de réintégrer leur domicile.

Les capacités présentes doivent pouvoir interagir de façon coordonnée pour répondre efficacement à ces crises. Le socle associatif est alors indispensable. La Croix-Rouge ou les associations agréées de sécurité civile jouent ici un rôle clé. « *Notre première mission est une mission d'information auprès des populations qui n'ont pas accès à l'information, notamment celles en grande précarité. Le but est ensuite de les orienter vers des abris adaptés pour éviter qu'elles ne subissent la catastrophe. Il est extrêmement important de travailler sur le suivi psychologique des personnes victimes pour qu'elles puissent se reconstruire le plus rapidement possible. Après la catastrophe, vient le temps de la post-urgence immédiate, pour permettre aux victimes de réintégrer leur domicile. Notre fil conducteur reste l'adaptation pour répondre au mieux à la crise en cours. En fonction de l'évaluation de la crise, nous construisons l'action* » développe Florent Vallée, Directeur délégué de l'urgence et des opérations de secours à la Croix-Rouge française. La proactivité de l'association sur le terrain ne s'arrête pas à la réponse humanitaire d'urgence. La structure a créé en mars dernier son "Campus des Solutions" et propose la mise en place de 7 propositions testées au sein même de l'association destinées à améliorer la préparation des populations aux crises collectives et individuelles et prendre en compte la santé mentale et psychologique dans ce contexte particulier. Désigner un coordonnateur national chargé de nous préparer à mieux gérer les crises, garantir un accès à la formation aux gestes et aux comportements qui sauvent tout au long de la vie, déployer une "option engagement" dans le cursus scolaire et universitaire ou encore valoriser et reconnaître les compétences développées par les jeunes dans le cadre de leur engagement sont autant d'initiatives qui pourraient voir le jour dans les prochaines années.

Derniers acteurs essentiels pour une réponse coordonnée et conjointe lors d'un événement climatique extrême : les industriels. Gain de temps, facilité d'utilisation des matériels ou innovations technologiques, le développement de nouvelles solutions permettraient aux forces de sécurité une efficacité maximale. Et, le tissu industriel répond aujourd'hui à l'appel. HELPED *(Humanitary Emergency Logistic Project and Eco Development)*, démonstrateur développé par COGES Events filiale du GICAT, propose une « *solution multidimensionnelle en cas de crises complexes* ». Allant de l'anticipation de la mission à la reconstruction et normalisation d'une situation en passant par la première urgence ou le traitement de l'humain en cas de crise, HELPED réunit aujourd'hui 57 entreprises pour une meilleure réponse face à une crise. Parmi elles, l'entreprise Zapata présente MEDEVAC, plateforme autopropulsée qui permet d'évacuer une personne blessée même si cette dernière se trouve sur un terrain difficile d'accès. Avec une autonomie de 25 minutes et une vitesse de 400 km/heure, ce nouveau moyen de transport pourrait être utilisé notamment lorsque de fortes pluies ou des inondations empêchent les secours d'accéder aux zones reculées. Autre exemple : le poste de commandement développé par Toutenkamion Group, déployable sur des terrains difficiles en 30 minutes et comportant non seulement un poste de commandement mais aussi de transmission, de gestion de crise, de site et de colonnes ainsi qu'un poste de surveillance. En somme, « *le domaine de la Recherche & Développement offre de nombreuses opportunités qui pourraient bénéficier aux capacités de réponse de la Sécurité civile. Une veille attentive de ces innovations pourrait par exemple permettre de doter les intervenants d'équipements adaptés aux conditions opérationnelles futures (manque d'eau, chaleurs extrêmes, etc.) et ainsi d'augmenter l'efficacité de la réponse, tant pour leur sécurité que pour celle de la population* » expose le directeur général de la Sécurité civile et de la gestion des crises.

1. Fiche info "Gestion européenne des risques de catastrophe", Commission européenne
2. Croix-Rouge, Comment nous préparer face aux crises ? Les 7 propositions de la Croix-Rouge
3. Compte rendu, Mission d'information de la conférence des présidents sur la résilience nationale, Audition de M. le préfet Alain Thirion, directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises (ministère de l'intérieur), 20 octobre 2021

DES MÉCANISMES À DIFFÉRENTS ÉCHELONS

Au niveau national et européen, des mécanismes de gestion de crise et de réponses en cas d'événements climatiques extrêmes existent pour assister la population, sécuriser la zone et agir en conséquence. Le mécanisme de protection civile de l'Union (MPCU) est l'un des outils les plus mobilisés pour la réponse à une catastrophe naturelle ou technologique. Utilisé plus de 600 fois en 20 ans, il s'est dernièrement renforcé. La Commission européenne a créé rescEU, une réserve capacitaire du MPCU, en 2019. Elle a notamment été activée lors de la crise liée à la Covid-19 et a également permis de financer une flotte pour lutter contre les incendies de forêt capables d'intervenir à tout moment. La France, la Croatie, la Grèce, l'Italie, l'Espagne et la Suède ont mis à disposition 12 avions et 1 hélicoptère bombardier d'eau pour les autres Etats membres en cas d'urgence.

A l'échelon national, la France dispose *« de moyens qui « maillent » le territoire français métropolitain et Outre-mer de forces et de réserves de matériels stratégiques. Ainsi, agissant en complément des services de secours territoriaux, trois unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (UIISC) complètent le dispositif de secours, soit 1402 sapeurs-sauveteurs des formations militaires de la sécurité civile (FORMISC), capables de s'intégrer dans tous les dispositifs opérationnels territoriaux ou internationaux et intervenir sur l'ensemble du spectre des crises »* expose le Préfet Alain Thirion. Autre levier d'action : le centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (COGIC), placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur qui *« analyse et gère les catastrophes naturelles et technologiques, assure la remontée d'informations ainsi que l'interface avec les centres opérationnels des autres ministères »*[4]. Le centre opérationnel peut également permettre le déploiement de secouristes à l'étranger comme ce fut le cas en février dernier à Madagascar, où 60 professionnels de la sécurité civile sont venus en aide à la population locale après le passage du cyclone Batsirai qui a fait plus de 120 morts et près de 125 000 sinistrés.

> Financièrement, nous avons besoin d'accentuer les efforts sur la préparation et la planification.

> Nous pourrions passer d'un modèle de sécurité civile à un modèle de protection civile dans lequel le citoyen serait également acteur de sa sécurité.

INTENSIFIER LES EFFORTS

« Nous assistons à un véritable changement de paradigme. Avant les crises survenaient de temps en temps, désormais elles seront systémiques avec un enchaînement sans précédent. Il faut commencer à changer de prisme que ce soit sur les modes d'action ou sur les financements. Nous pourrions passer d'un modèle de sécurité civile à un modèle de protection civile dans lequel le citoyen serait également acteur de sa sécurité. Financièrement, nous avons besoin d'accentuer les efforts sur la préparation et la planification » note Florent Vallée.

Les autorités européennes et nationales doivent s'adapter pour faire émerger une réponse multidimensionnelle, coordonnée et sécurisée. Le rapport de l'Assemblée nationale sur la protection civile européenne préconise la création d'un corps dédié à la protection civile européenne permettant par exemple une meilleure connaissance des matériels concernés dans le cadre de la gestion d'une crise, notamment une catastrophe naturelle. Nîmes va devenir, dès 2024, le premier hub européen de la protection civile. Le projet pilote, Nemausus, a pour objectif de poser la première pierre de cet édifice : la création d'un centre d'expertise européen sur les feux de forêts. La technologie, au service des forces de sécurité, sera nécessairement une partie de la création d'une résilience des populations à l'échelle nationale et européenne.

LA CULTURE DE LA RÉSILIENCE

La société civile a également un rôle important à jouer pour s'adapter aux crises climatiques à venir. *« La stratégie de la Croix-Rouge repose sur la résilience à travers trois piliers : l'éducation, la protection et le relèvement. Les citoyens doivent également être acteurs de leur protection »* souligne Florent Vallée. *« Une des clés de la résilience de la population est son information et sa formation tout au long de la vie, pour sortir du faux dogme de la société « 0 risque », sans pour autant sombrer dans le catastrophisme ou la tragédie : oui, chacun d'entre nous sera confronté à un événement extrême, mais une conduite adaptée en réduira l'impact. Le citoyen doit prendre sa place dans le continuum de sécurité civile »* abonde Alain Thirion.

Culture de la résilience, stratégie étatique et innovation semblent constituer les piliers d'un triptyque en cours de consolidation, essentiel à l'adaptation de la société aux futures catastrophes climatiques.

4. Centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (COGIC), 2018, Ministère de l'Intérieur

L'Europe A L'EPREUVE DU FEU

Plus de 50% d'augmentation pour les mégafeux à l'horizon 2100. Voilà la conclusion que livre le rapport du Programme des Nations Unies pour le développement de février 2022, *Spreading like Wildfire : The Rising Threat of Extraordinay Lanscape Fires*. Face à cette situation alarmante et dans la perspective d'une multiplication des épisodes de chaleur et de sécheresse, industriels, institutions et combattants du feu se préparent collectivement à affronter un défi d'une nouvelle ampleur.

PAR THÉO LHEN TALLIEU

L'ALARME INCENDIE RETENTIT EN EUROPE

Au sortir de la saison estivale, le bilan est lourd. En France comme au sein de l'Union européenne, la forte hausse des températures et les épisodes de sécheresse nous interrogent sur l'avenir de la gestion de crise face à une menace qui tend à se développer. L'été 2022 aura été marqué par une forte recrudescence des feux sur le continent. Loin d'être épargnés, les pays membres de l'Union font les frais des records de chaleur, engendrant des feux qui dépassent largement les moyennes sur la base des pourcentages établis entre 2006 et 2021 au niveau européen. Sur la période de juin à août, Croatie, Chypre, Italie, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Espagne et France ont connu des feux largement plus destructeurs que les années précédentes. Cette menace planant sur l'Europe engendre un accroissement de la part des investissements nationaux attribuée à la lutte contre les feux. Depuis 2020, 12 des 27 pays membres de l'UE consacrent plus de 0,5% de leur PIB à la dépense spécifique au risque incendie. La Roumanie est le pays de l'UE dédiant la plus grande part de sa richesse à ce combat particulier avec un investissement équivalent à 0,8% du PIB.[1]

1. « Fires in the EU call firefighters to the test », Eurostat - Commission Européenne, 9 août 2022.

Ces surcoûts se couplent également à la nécessaire hausse des moyens humains. En France, les 66 000 hectares brûlés ont nécessité jusqu'à 10 000 sapeurs-pompiers par jour. Les renforts français, parmi l'armée de Terre, la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris et les Unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n°1, n°5 et n°7 ont porté assistance aux SDIS[2]. À l'occasion du Congrès annuel des Sapeurs-Pompiers qui s'est déroulé cette année à Nancy, la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF) a mis en exergue la carence des moyens. Elle a particulièrement visé la flotte aérienne dont est dotée la France, qui dispose aujourd'hui de douze Canadairs, sept Dash et trois bimoteurs Beechcraft. Un équipement jugé « *insuffisant* » pour la FNSPF, qui estime que cet arsenal ne permettra plus de lutter au regard du danger que présentent les épisodes estivaux à venir[3]. Reçu à la commission des lois du Sénat le 21 septembre, le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer Gérald Darmanin a annoncé son souhait de doter la France de quatre Canadairs supplémentaires, tout en reconnaissant que « *cet objectif sera difficilement accessible, en l'absence de producteurs sur le marché actuel* »[4].

UNE ASSISTANCE TRANSNATIONALE EN PERSPECTIVE

Face à la virulence des incendies, la nécessité d'une coopération internationale se dessine. En Gironde notamment, la France a bénéficié de l'assistance de 361 pompiers allemands, roumains, polonais et autrichiens. Cette aide internationale s'est accompagnée de la mise à disposition de quatre Canadairs supplémentaires par les pays concernés. Une « *solidarité européenne* » saluée par le président Emmanuel Macron qui s'inscrit dans un schéma européen bien défini. Dès 1998, la commission européenne a souhaité doter l'UE d'un système européen d'information sur les feux de forêts (EFFIS) basé sur l'observation satellitaire des zones Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord. Activé par la France en août 2022, il a permis de suivre l'évolution des feux et l'évaluation des dégâts. Le mécanisme européen de protection civile (MEPC) permet également depuis 2001 de mobiliser des effectifs en temps de crise, renforçant par la même occasion la coordination européenne de lutte contre les incendies. L'an dernier, le dispositif a été utilisé à 114 reprises, pour faire face aux feux qui ont frappé le pourtour méditerranéen, mais aussi les Balkans et l'Autriche[5]. Plus récemment, le dispositif RescEU, instauré en 2019, assure le pré-positionnement stratégique d'avions et d'hélicoptères bombardiers d'eau sur deux plateformes logistiques situées en Grèce et en Suède. Au sein de cette alliance, la France œuvre aux côtés de la Croatie, la Grèce, l'Italie, l'Espagne et la Suède, afin de fournir aux deux bases douze avions et un hélicoptère. Particulièrement utile cet été, RescEU a permis l'assignation de deux avions grecs à la flotte française alors mise en défaut par la recrudescence des feux de mi-juillet.

INNOVER POUR MIEUX LUTTER

Face aux limites des équipements européens, des initiatives conjoncturelles voient le jour. Encore à l'étude, l'A400M, avion de fret militaire d'Airbus, et son kit additionnel ont généré un véritable engouement après la tenue des premiers essais d'utilisation en tant que bombardier d'eau en Espagne cet été. Bien qu'il ne s'agisse là que d'une phase de test, les nouveaux outils aéroportés sont plébiscités par les acteurs de la lutte contre les incendies. « *La crise de cet été a entrainé une vague d'émotion face à l'ampleur des dégâts. La DG ECHO qui s'occupe du RescEU dispose aujourd'hui de fonds importants et il faudrait voir si ces derniers ne pourraient être utilisés aussi pour financer des développements d'avions européens existants pour leur apporter la fonction supplémentaire de bombardier d'eau. Nous aurions ainsi des avions plus rapidement et qui de surcroit seraient multi-rôles* » indique Jean De La Richerie. Le directeur des Grands Comptes Sécurité chez Airbus Defence & Space souligne aussi l'intérêt autour de nouveaux véhicules : « *Les hélicoptères présentent des capacités très intéressantes et stratégiques pour aborder les feux périurbains, étant capables de largages chirurgicaux* ».
L'évolution des feux stimule par ailleurs l'innovation, ouvrant de nouvelles perspectives de recherche et développement en matière de détection de départs de feux notamment autour de l'imagerie satellitaire. Un projet innovation d'Airbus D&S est déjà « *validé dans sa première phase* » selon Éric Davalo, directeur Ventes et Programmes Europe du groupe. Il permettrait d'automatiser l'identification des départs de feu en s'appuyant sur la précision des images captées par les satellites Pléiades Néo. D'autre part, les outils vidéos s'affirment progressivement comme des moyens efficaces de prévention, en témoigne l'utilisation de la caméra 360° d'Axis Communications dans la détection des feux, déjà testée en Asie, en Australie et en Europe. Pour Vincent Paumier, Business Development Manager chez Axis, « *il est important de souligner que le coût dédié à la prévention sera largement inférieur aux coûts humains, matériels et écologiques qui découleront d'un incendie.* »

Enfin, les projets collaboratifs autour des communications sécurisées en matière de gestion de crise se pensent au niveau européen. Un consortium mené par Airbus travaille sur le projet Broadway, à l'origine d'un système qui devrait assurer l'interopérabilité des échanges entre les pompiers, policiers, gendarmes et unités d'urgence médicale européens engagés dans des missions transfrontalières. Ils pourraient ainsi communiquer efficacement avec les services d'autres pays tout en restant en relation avec leur hiérarchie opérationnelle. « *Ce projet financé par la Commission répond à un cahier des charges rédigé par des spécialistes en provenance de onze pays, issus des services de lutte contre*

> Les hélicoptères présentent des capacités très intéressantes et stratégiques pour aborder les feux périurbains, étant capables de largages chirurgicaux.

les incendies, de police et de gendarmerie. Nous avons donc développé une solution interopérable qui permet les échanges mais garantit le contrôle et la sécurité pour chaque organisation. Cette solution est une réponse complète, dotée de terminaux, d'applications de communication critique et d'accessoires dédiés qui fonctionnent sur des réseaux mobiles très haut-débits partagés ou dédiés » précise Éric Davalo.

RECONSIDÉRER NOS ESPACES FORESTIERS ?

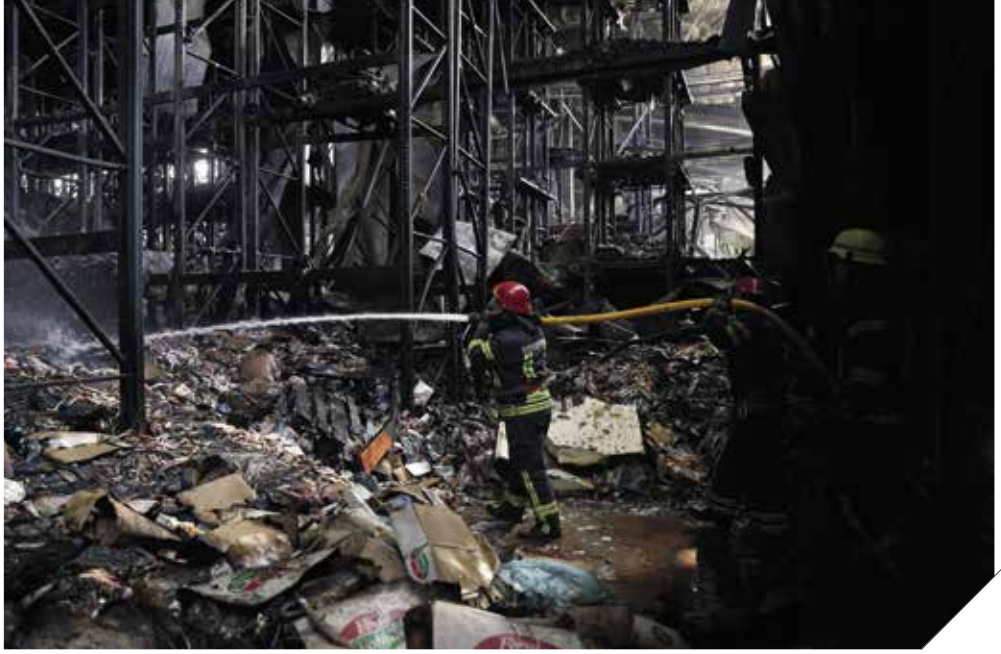
Si l'aspect de lutte se développe, la prévention elle-aussi évolue. Une mission confiée par l'Etat à l'Office national des forêts (ONF) qui œuvre à la surveillance et à la connaissance des espaces forestiers. Cette expertise permet de fournir un appui nécessaire aux combattants du feu. « *Au moment de la crise nous apportons toutes les informations dont a besoin le commandant des opérations, ce qui s'avère particulièrement utile pour informer les renforts en provenance de pays voisins comme on a pu le voir cet été* » affirme Albert Maillet, directeur des Forêts et Risques Naturels à l'ONF. Cette instruction fondamentale s'ajoute à un autre aspect de la mission de l'institution. « *Il n'existe pas de forêt incombustible. En revanche, certains systèmes forestiers sont plus ou moins favorables à la propagation du feu* » ajoute Albert Maillet. Dans cette perspective, les forêts peuvent être repensées, un objectif visé au niveau européen au travers de l'EU Forest Strategy 2030 qui suggère la restauration des forêts et le renforcement de la gestion de ces espaces pour améliorer leur adaptabilité et leur résilience face au changement climatique.[7] Albert Maillet explique : « *le principe de base de toute restauration repose en premier lieu sur la capacité de cicatrisation naturelle des forêts, l'homme n'intervient que pour améliorer cette résilience en réduisant les risques de perte des sols et éventuellement en complétant par une plantation.* » Et d'ajouter : « *Dans ces processus, la sylviculture, permet de favoriser l'ombrage afin que le sous-bois, là où le feu prend en puissance, soit moins éclairé, s'embroussaille moins et ne soit pas sec. Une autre idée est de favoriser l'hétérogénéité à l'intérieur des forêts, compartimenter l'espace pour casser la dynamique du feu. L'homogénéité des forêts landaises et l'uniformité de l'occupation du sol dans le massif expliquent pour partie, au-delà des seuls facteurs météo, l'importance des surfaces parcourues par le feu.* »

L'AVENIR SERA EUROPÉEN

La lutte contre les incendies sera un combat collectif à l'échelle européenne. Une logique communautaire affirmée au niveau national à l'issue du référé de la Cour des comptes sur la flotte aérienne de sécurité civile du 3 octobre. À cette occasion, le président de la Conférence Nationale des Services d'Incendie et de Secours, Olivier Richefou, a tenu à rappeler la nécessité consensuelle « *d'intégrer la coopération européenne dans les réflexions sur l'évolution de la flotte aérienne, et ce notamment dans les programmations pluriannuelles.* » Une perspective également soutenue à l'occasion de la réunion ministérielle du Conseil de l'UE du 5 septembre dernier pour renforcer la préparation et la réponse aux feux.[8] Cela passera par l'accélération de l'établissement de la flotte permanente RescEU, l'acquisition d'hélicoptères additionnels en particulier en Europe centrale et en Europe du Nord, le renforcement du pré-positionnement saisonnier des équipes au sol dans les zones à risque et la création d'un plan d'action prévisionnel pour la prévention du feu.[9] « *Les incendies de forêt sont devenus une préoccupation paneuropéenne, qui nous concerne tous* » déclarait Janez Lenarčić, commissaire européen chargé de la gestion des crises. La Commission a donc proposé en octobre dernier 170 millions d'euros provenant du budget de l'UE pour renforcer les moyens terrestres et aériens de son Mécanisme européen de protection civile à partir de l'été 2023. Et le commissaire de conclure : « *Bien que nos services d'urgence continuent d'être actifs dans la surveillance et la maîtrise des incendies, en tant que décideurs politiques, nous devons nous tourner vers l'avenir et prendre des engagements rapides et forts pour en faire plus, tant au niveau national qu'au niveau de l'UE, afin d'améliorer la préparation de l'UE aux futures saisons d'incendie pour éviter le pire.* »[10] Un enjeu qui sera décisif sur un territoire composé à 43,5% d'espaces forestiers.

2. « RETEX : Vos études payées par l'armée, les feux de forêt et les 400 ans des Troupes de marine », Armée de Terre, 16 septembre 2022.
3. Albertini, Antoine. « Les pompiers veulent repenser le modèle français de la sécurité civile, du financement à la doctrine », Le Monde, 23 septembre 2022.
4. Ibid.
5. « Mécanisme européen de protection civile », Commission européenne, 6 septembre 2022.
6. Goyon, Armelle. « Des drones pour lutter contre les incendies », France 3 Occitanie, 20 mai 2022.
7. « Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Une nouvelle stratégie de l'UE pour les forêts pour 2030 », Commission européenne, 16 juillet 2021.
8. « Informal Ministerial Meeting on Reinforcing Wildfire Preparedness and Response », Commission européenne, 5 septembre 2022.
9. Ibid.
10. « Incendies de forêt : les ministres de l'UE discutent de la prévention et de la préparation pour 2023 », Commission européenne, 5 septembre 2022.

Le principe de base de toute restauration repose en premier lieu sur la capacité de cicatrisation naturelle des forêts.



Comment renforcer la protection civile FACE AUX NOUVEAUX RISQUES ?

Incendies, inondations, sécheresse, épidémie, attentats… autant de risques qui guettent la population civile. Les menaces prennent des formes diverses et imposent à l'ensemble de la société d'y faire face. En 2003, l'OCDE prévenait déjà dans un rapport que le défi du XXIe siècle serait de s'organiser pour faire face aux *« catastrophes naturelles, accidents technologiques, maladies infectieuses, terrorisme et sécurité des aliments »*[1]. Cet été, l'Organisation de coopération alertait à nouveau sur le risque de crise alimentaire renforcé, provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie..

PAR HUGO CHAMPION

UNE CRISE ALIMENTAIRE DURABLE À VENIR ?

L'entrée en guerre de la Russie contre l'Ukraine constitue une menace pour la sécurité alimentaire. Cette dernière est la quatrième exportatrice mondiale de maïs. Les deux pays représentent à eux seuls 30% des exportations mondiales de blé. Dans ce contexte, les ministres de l'Agriculture du G20 se sont réunis en Indonésie à la fin septembre afin d'échanger autour de la sécurité alimentaire. *« Les conflits resteront les principaux moteurs des crises alimentaires, d'où l'importance de parvenir à la paix, de lutter contre la crise climatique et de renforcer la résilience partout »*, a rappelé Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).[2] La menace est réelle puisque la flambée des prix des denrées alimentaires devrait se poursuivre. Le directeur de la FAO

> Les conflits resteront les principaux moteurs des crises alimentaires, d'où l'importance de parvenir à la paix, de lutter contre la crise climatique et de renforcer la résilience partout.

a toutefois salué l'Initiative céréalière de la mer Noire qui facilite les exportations de l'Ukraine et de la Russie. Cette solution représente *« un pas en avant important »*, ajoutant qu'elle *« doit être renforcée pour améliorer l'accès à la nourriture des pays les plus vulnérables »*[3].

La France, en marge de la 77e session de l'Assemblée générale des Nations unies qui s'est tenue à la fin du mois de septembre, a présenté la nouvelle initiative *« Opération sauvetage des récoltes »*, dont l'objectif est de promouvoir l'accès aux engrais et autres intrants essentiels par les pays vulnérables. L'enjeu est de lever les restrictions injustifiées à l'exportation, de lutter contre la spéculation et d'améliorer la transparence des stocks. Plusieurs préconisations sont émises, parmi lesquelles celle de créer un mécanisme d'urgence pour l'achat d'engrais en Afrique. Les pays participants s'appuieront sur la plateforme africaine d'échanges en ligne ATEX, mise en place par l'Union africaine, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et Afreximbank, afin de mutualiser les demandes, réduire les prix et acheter en priorité des produits régionaux.

Le 20 septembre, lors du sommet sur la sécurité alimentaire mondiale à New York, le président du Conseil européen, Charles Michel, a rappelé la nécessité de trouver des solutions collectivement aux conséquences de la guerre sur la sécurité alimentaire : *« Avec nos Etats membres, nous avons présenté une réponse globale à l'échelle mondiale en matière de sécurité alimentaire de presque huit milliards d'euros jusqu'en 2024 afin de fournir une aide humanitaire ainsi que des solutions à court et à long terme, en particulier aux pays qui en ont le plus besoin, notamment en Afrique »*[4].

> **« AVEC NOS ETATS MEMBRES, NOUS AVONS PRÉSENTÉ UNE RÉPONSE GLOBALE À L'ÉCHELLE MONDIALE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE PRESQUE HUIT MILLIARDS D'EUROS JUSQU'EN 2024 AFIN DE FOURNIR UNE AIDE HUMANITAIRE AINSI QUE DES SOLUTIONS À COURT ET À LONG TERME, EN PARTICULIER AUX PAYS QUI EN ONT LE PLUS BESOIN, NOTAMMENT EN AFRIQUE. »**

LES ACTEURS DE LA TECH S'INVESTISSENT

Si les Etats sont au premier plan de la lutte contre l'insécurité alimentaire, les entreprises privées proposent également des solutions pour venir en aide aux populations impactées par la crise alimentaire. Le mois dernier, la société japonaise Fujitsu a annoncé le début d'une nouvelle collaboration stratégique avec le groupe Phytocontrol, leader français de l'analyse des contaminants pour la sécurité environnementale et alimentaire. La solution développée en collaboration s'appuiera sur l'intelligence artificielle et les services *Computing-as-a-Service* (CaaS) de Fujitsu. L'application permettra de détecter des contaminants dans les aliments et sera accessible aux acteurs de l'industrie alimentaire (entreprises alimentaires, distributeurs, autorités réglementaires) courant 2023.

H2Grow, projet porté par le Programme alimentaire mondiale (PAM), propose une plateforme agri-fintech qui illustre ce qu'apporte l'innovation aux systèmes alimentaires plus résilients pour lutter contre la faim. La solution propose une culture hydroponique qui permet la croissance des plantes dans les zones arides ou périurbaines. Elle utilise jusqu'à 90 % d'eau en moins et 75 % d'espace en moins, tout en produisant des cultures à des taux de croissance 100 % plus rapides que l'agriculture traditionnelle. La solution a été présentée en septembre dernier au premier Symposium sur la sécurité alimentaire organisé par le ministère égyptien de la Coopération internationale et le PAM, à moins de 35 jours de la COP27.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : UNE PLUIE DE RISQUES

Le Niger a connu la saison des pluies la plus meurtrière de son histoire avec 192 morts et plus de 263 000 sinistrés. Les conséquences du changement climatique représentent des menaces sur plusieurs niveaux qu'il est nécessaire d'endiguer. La constitution d'une nouvelle doctrine de la protection civile devrait permettre d'activer les outils d'une stratégie

> La solution développée en collaboration s'appuiera sur l'intelligence artificielle et les services Computing-as-a-Service (CaaS) de Fujitsu.

1. Les risques émergents au XXIème siècle, vers un programme d'action, OCDE 2003. https://www.oecd.org/fr/gov/37388661.pdf
2. https://news.un.org/fr/story/2022/09/1128101#:~:text=%C2%AB%20Les%20conflits%20resteront%20les%20principaux,'agriculture%20(FAO)%2C%20devant ONU INFO, 28 septembre 2022
3. Ibid
4. https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/09/20/remarks-by-president-charles-michel-at-the-global-food-security-summit-in-new-york/#:~:text=Avec%20nos%20%C3%89tats%20membres%2C%20nous,le%20plus%20besoin%2C%20notamment%20en

de résilience face à ces menaces. Fin septembre, en clôture du 128e congrès national des sapeurs-pompiers, le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer Gérald Darmanin a confirmé *« travailler à un nouveau modèle de protection de la sécurité civile »*[5]. A l'échelle de la France, la prise de conscience est effective. Le gouvernement a symboliquement mis en place une journée nationale de sensibilisation face aux risques naturels et technologiques. Celle-ci se tiendra tous les 13 octobre, en cohérence avec la journée internationale pour la réduction des risques de catastrophes de l'ONU. La commune de Saint-Leu d'Esserent (Oise) a organisé un exercice de distribution de comprimés d'iode dans le complexe sportif. Cette mise en situation de menace imminente illustre la stratégie des territoires français à l'échelle locale de développement de la culture des risques naturels. Fin novembre, un exercice aura également lieu dans la région des Hauts de France à Crépy-en-Valois avec Secours 60 qui expliquera aux jeunes de la mission locale les bons gestes à adopter en cas de survenance d'un incident.
La lutte contre le réchauffement climatique est l'affaire de tous. *« Le risque hydro-géologique (...) est une fragilité que nous subissons depuis des siècles, et c'est devenu une crise avec le changement climatique »*[6], a indiqué Mario Draghi, président du Conseil des ministres d'Italie, alors que la région des Marches a connu de fortes intempéries mi-septembre, entraînant la mort d'une dizaine de personnes. Les réponses se constitueront de façon collective, du plus petit échelon au plus haut. C'est pourquoi la COP27, prévue fin novembre, permettra de proroger la dynamique des Etats investis dans la transformation énergétique, à l'heure où certains secteurs régressent vers les énergies fossiles.

LE RISQUE ATTENTAT : UNE ACCOUTUMANCE ?

Bientôt sept ans après l'attentat du Bataclan, le risque attentat reste toujours élevé en France. La menace terroriste est plurielle et mute régulièrement. De l'attaque au couteau à la cyberattaque, la stratégie des terroristes pour frapper leur ennemi s'adapte constamment. La réactivité et la résilience font partie intégrante de la nouvelle doctrine de la protection civile. Début octobre, la préfecture de la Moselle a organisé un exercice de sécurité civile *« attentat-prise d'otage »* impliquant l'ensemble des services de sécurité et de secours aux Arènes de Metz. Cet exercice permet de tester le plan ORSEC (Organisation de la réponse de sécurité civile) et plus précisément sa disposition NOVI (nombreuses victimes) afin de permettre une réaction adéquate en cas d'événement grave. Fin septembre, c'était la préfecture de la Drôme qui effectuait un exercice pour tester la coordination inter-services (Gendarmerie et Police nationale, service départemental d'incendie et de secours, parquet de Valence, police judiciaire et direction interdépartementale de sécurité intérieure, Agence régionale de santé…).
La maturité des acteurs dans la gestion des crises s'appuie notamment sur une collaboration à l'échelle locale, nationale et également internationale. En mars dernier, dans le cadre du programme « CyberEast », mené par le Conseil de l'Europe, une cinquantaine de participants s'est essayée à un exercice cyber à Athènes, en Grèce. Ce *« stress test »* a permis d'évaluer le niveau de résistance des pays de l'Est à d'éventuelles cyberattaques.
Le renforcement de la protection civile impose de nouvelles stratégies à mettre en œuvre. Cela passera par des solutions innovantes, comme la participation des populations à la lutte contre les nouvelles menaces qui s'opèrent dans le cyber espace.

> La maturité des acteurs dans la gestion des crises s'appuie notamment sur une collaboration à l'échelle locale, nationale et également internationale.

5. https://www.lagazettedescommunes.com/826744/le-gouvernement-degaine-son-plan-de-modernisation-de-la-securite-civile/
6. https://www.lepoint.fr/monde/italie-dix-morts-et-quatre-disparus-lors-de-violentes-intempéries-16-09-2022-2490234_24.php#:~:text=%22Le%20risque%20hydro%2Dg%C3%A9ologique%20(,sous%20des%20coul%C3%A9es%20de%20boue.

MARCK & BALSAN
PROTÉGER ET RAYONNER
INTÉGRATEUR DE SOLUTIONS D'URGENCE
EMERGENCY SOLUTIONS INTEGRATOR
CAMPS MODULAIRES AUTONOMES
INDEPENDENT MODULAR CAMPS
MOYENS DE MOBILITÉ
MOBILITY RESOURCES
EQUIPEMENT POUR LA PROTECTION CIVILE
CIVIL PROTECTION EQUIPMENT
SERVICES
marcketbalsan.fr

Au cœur du mécanisme européen
DE LA PROTECTION CIVILE

Alors que la guerre borde les frontières de l'Europe, il apparaît comme nécessaire que la solidarité européenne se renforce. La solidarité entre les Etats du Vieux continent nécessite des moyens et des lois pour renforcer la sécurité des citoyens qui connaissent une multitude de crises, politiques, économiques, sanitaires et climatiques. C'est dans ce contexte que le Parlement européen a adopté en début de mois un texte sur *« l'Union de la santé »* pour renforcer la capacité de l'UE à prévenir et contrôler les maladies transmissibles et à lutter contre les menaces sanitaires. Ce texte constitue une étape supplémentaire dans le renforcement du mécanisme européen de la protection civile. Retour sur une doctrine européenne aussi nécessaire que stratégique.

PAR HUGO CHAMPION

ReSCEU : UN DISPOSITIF D'ENTRAIDE EUROPÉEN

Créée en 2019, le dispositif rescEU illustre parfaitement les mécanismes que l'Union européenne met en œuvre pour faciliter la solidarité et l'entraide à l'échelle du continent. Au début du mois d'octobre, la Commission a proposé 170 millions d'euros provenant du budget de l'UE pour renforcer les moyens terrestres et aériens de rescEU, à partir de l'été 2023. Ce dispositif comprend une réserve de flotte d'avions et d'hélicoptères bombardiers d'eau, des avions d'évacuation médicale, ainsi qu'une réserve d'articles médicaux et des hôpitaux de campagne permettant de faire face aux urgences sanitaires. Ce mécanisme, activé sur décision du centre de coordination de la réaction d'urgence, diffuse auprès du

> Le mécanisme de protection civile de l'UE a été activé neuf fois par cinq pays, avec un degré de solidarité manifesté par les Etats membres de l'UE sans précédent.

La solidarité européenne entre les Etats membres de l'UE reste forte et nous sommes prêts à soutenir cette solidarité avec des moyens financiers.

pays en difficulté toutes les offres d'aide qu'ont pu émettre les Etats, selon leurs ressources disponibles au moment de la crise. Depuis sa création, RescUE a été activé 420 fois, notamment lors de la crise de la covid. Mais plus récemment, le mécanisme a bénéficié à l'Ukraine qui a reçu des respirateurs, blouses, masques et de nombreux appareils médicaux, issus de la réserve.

Depuis l'invasion russe, la Commission européenne a mis en place une procédure opérationnelle standard pour l'évacuation sanitaire des personnes déplacées d'Ukraine nécessitant des soins médicaux. Ces opérations d'évacuation sont coordonnées par l'intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'UE et s'appuient sur le nouvel avion d'évacuation sanitaire rescEU, financé par l'UE et hébergé par la Norvège. Pour un transfert sécurisé des données des patients, leurs dossiers médicaux sont partagés au moyen du système d'alerte précoce et de réaction.

L'UE fournit également un soutien en matière de protection civile à la Tchéquie, à la Moldavie, à la Pologne, à la Slovaquie et au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

LES FEUX DE FORÊTS : UN EXEMPLE DE COOPÉRATION ET DE SOLIDARITÉ INDISPENSABLE

« Alors que les incendies de forêt record de cet été ont peut-être été éclipsés par d'autres crises, la proposition d'aujourd'hui visant à renforcer rescEU montre que le budget de l'UE continuera à soutenir ceux qui en ont besoin. La solidarité européenne entre les Etats membres reste forte et nous sommes prêts à soutenir cette solidarité avec des moyens financiers », expliquait début octobre Johannes Hahn, le commissaire chargé du budget et de l'administration. Durant l'été, le Centre de coordination de la réaction d'urgence a reçu onze demandes d'aide pour des incendies de forêt. Trente-trois avions et huit hélicoptères ont été déployés dans toute l'Europe par l'intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'UE, qui ont été rejoints par plus de 350 pompiers au sol. En outre, le satellite Copernicus d'urgence de l'UE a fourni des cartes d'évaluation des dommages dans les zones touchées.

Ce service de cartographie d'urgence par satellite Copernicus est une vraie réussite européenne. Il a notamment permis d'obtenir des images très précises qui ont aidées les autorités et la population à identifier les zones brûlées, les foyers actifs ou encore les zones d'habitations à protéger. D'autres projets devraient voir le jour afin de renforcer la prévention des feux de forêt. *« Il y a en ce moment un réseau de connaissance qui se met en place, permettant de relier les mondes scientifique et opérationnel autour de la gestion des risques naturels et technologique. C'est le sens du projet NEMAUSUS, initié en 2021, qui a pour vocation de créer, à Nîmes, base de la sécurité civile française, un centre d'expertise européen sur les feux de forêt. »*, souligne le capitaine Laurent Alfonso, officier de sapeurs-pompiers, et chargé de mission des Affaires européennes à la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises.

Les différents incendies qui se sont déclarés dans cinq pays de l'Union européenne cet été ont précipité l'érection d'une solidarité européenne notable. *« Le mécanisme de protection civile de l'UE a été activé neuf fois par cinq pays, avec un degré de solidarité manifesté par les États membres sans précédent. »*, a déclaré Janez Lenarčić le commissaire européen chargé de la gestion des crises. L'entreaide fut notable et rapidement activée.

Si la solidarité européenne a été manifeste cet été et que la capacité opérationnelle des pompiers européens s'est avérée remarquable, *« nous devons maintenant travailler sur des dispositions de formations plus homogènes, car nous n'avons pas toujours les mêmes approches, les mêmes façons de travailler entre Européens. »*, note Jean-Frédéric Biscay, vice-président du syndicat national des pompiers Avenir Secours. Et d'ajouter : *« Peut-être qu'en matière de sécurité civile, on fera un jour ce qu'on n'a pas réussi à faire sur le plan militaire. C'est important au regard des grandes crises et catastrophes que nous allons connaître dans les années à venir, face aux feux de forêt, mais aussi aux grandes inondations. »*

Ce stockage fonctionne par solidarité en fonction des pays européens les plus nécessiteux. Il est demandé également à chaque pays de l'Union de constituer des stocks nationaux. Ce sera vérifié ensuite par des tests de résistance pour s'assurer qu'ils ont suffisamment de masques, par exemple en cas de crise infectieuse ou environnementale.

LA SOLIDARITÉ SANITAIRE EUROPÉENNE

La crise de la covid a illustré les bienfaits de la solidarité européenne tout comme ses insuffisances dont la *« guerre des masques sur le tarmac »*. Depuis le début de l'épidémie, plus de 4 500 personnes ont été rapatriées vers l'Europe dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union européenne. Début 2020, la présidence croate a activé le mécanisme de réaction de l'UE en cas de crise (IPCR), dispositif intégré pour une réaction au plus haut niveau politique européen. Le même jour, la France a été le premier pays à activer le mécanisme de protection civile de l'Union dans le cadre de la crise sanitaire provoquée par le coronavirus. Il s'agissait de mettre en place un appui consulaire aux citoyens européens présents à Wuhan. Depuis, la Commission européenne a déployé un soutien concret dans trois domaines : rapatriements, masques et achat groupé d'équipements supplémentaires.
Début octobre, le Parlement européen a adopté un texte sur l'Union de la Santé qui s'inscrit dans une volonté de renforcer la coordination des Etats membres dans le domaine des crises sanitaires. Le règlement demande la constitution d'une cartographie des stocks de certains produits de santé pour RescEU. C'est pourquoi l'UE va se doter d'une plateforme de stockage des produits de santé essentiels pour lutter contre les crises sanitaires : masques, produits de réanimation, respirateurs, antiviraux, capsules d'iode, etc. *« Ce stockage fonctionne par solidarité en fonction des pays européens les plus* nécessiteux. *Il est demandé également à chaque pays de constituer des stocks nationaux. Ce sera vérifié ensuite par des tests de résistance pour s'assurer qu'ils ont suffisamment de masques, par exemple en cas de crise infectieuse ou environnementale »*, explique Véronique Trillet-Lenoir, eurodéputée Renaissance (groupe Renew Europe), rapporteure du volet sur le règlement concernant les menaces sanitaires transfrontalières graves.

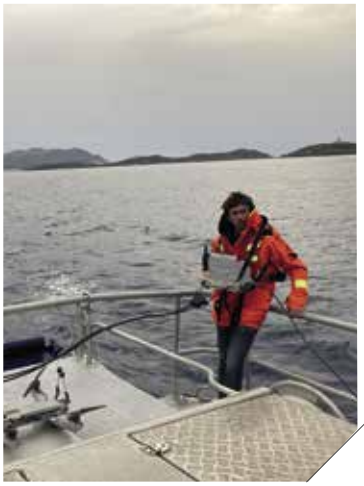
UNE EUROPE RESPONSABLE ET INNOVANTE

L'UE travaille à mettre œuvre une politique innovante et stratégique dans la lutte contre les crises à venir. En mai dernier s'est tenu un exercice grandeur réelle *« Domino »*, qui visait notamment à améliorer la coordination entre les services de secours des différents pays participants (Allemagne, Belgique, Autriche et Espagne), lors d'une catastrophe de grande ampleur. Le scénario s'est déroulé dans les Bouches-du-Rhône. Il débutait par un événement climatique majeur, entrainant un effet *« domino »* avec divers incidents sur des sites industriels : fuite de chlore dans une usine pétrochimique, déversement d'hydrocarbure dans l'étang de Berre, explosion et incendie au port de Fos. Cet exercice a permis d'expérimenter un nouveau système d'alerte aux populations, FR-ALERT, diffusant des messages sur les téléphones portables de toute personne se trouvant dans la zone. Il permet de compléter les dispositifs d'alerte des populations existants via la téléphonie mobile, sur la nature et la localisation d'un danger ou d'une menace et d'indiquer les actions et comportements à adopter pour se prémunir de ces dangers ou réduire autant que possible l'exposition aux effets de ces menaces.
Les opérateurs seront également formés à l'outil Crimson et un accès sera déployé dans chaque ministère et au Centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC) pour partager l'information opérationnelle en temps réel. Cette solution logicielle collaborative est conçue et développée en France et est dédiée à la conduite d'opérations et la planification, le pilotage de la sécurité des sites ainsi que la gestion d'évènements et de crises. L'UE réagit également sur le plan structurel et développe des solutions de fond dans la gestion des crises. Fin septembre, la Commission a présenté un nouvel instrument du marché unique qui vise à protéger la libre circulation des personnes, des biens et des services lors d'une situation d'urgence. Le marché unique doit *« préserver son bon fonctionnement, maintenir nos frontières et nos chaînes d'approvisionnement ouvertes et garantir l'accès aux produits et services dont nos citoyens ont besoin »*, selon les mots de Thierry Breton, Commissaire au marché intérieur. L'ensemble des outils proposés par la Commission vise à éviter que les perturbations engendrées par la crise covid ne se répètent, en cas de nouvelle crise majeure.
Afin de construire une Europe solidaire et résiliente, les Etats membres et les institutions européennes œuvrent ensemble à renforcer les mécanismes de la protection civile. La brutalité des conflits et l'augmentation des crises à venir nous imposent à tous de travailler ensemble.

Les opérateurs seront également formés à l'outil Crimson et un accès sera déployé dans chaque ministère et au Centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC) pour partager l'information opérationnelle en temps réel.

L'innovation au cœur, DE LA PROTECTION CIVILE

« Mieux vaut prendre le changement par la main avant qu'il ne nous prenne à la gorge », écrivait Winston Churchill. Les mots de l'ancien Premier ministre britannique nous interpellent sur la nécessité de faire face aux bouleversements que nous connaissons actuellement. Dans un contexte de risques multidimensionnels qui menacent la planète et la population qui l'habite, il est indispensable de penser notre capacité à anticiper, réduire et affronter les périls. L'innovation technologique est devenu un allié de taille dans cette course à la résilience. Tour d'horizon des innovations pensées au service de la gestion des crises.



© Diodon Drone Technology

PAR HUGO CHAMPION

© Ouvry

INTERVENIR DANS L'URGENCE

Les industriels français sont engagés dans la gestion opérationnelle des crises imminentes. Des solutions ont été développées pour répondre au mieux à l'urgence qu'impose la crise. Une plateforme turbopropulsée autonome permettant d'évacuer une personne blessée rapidement, notamment si elle se trouve dans une zone difficile d'accès est proposée par la société Zapata. Les dispositifs de sécurité de cette plateforme lui permettent de se déplacer sur des terrains escarpés, par vents forts et turbulents. Sa capacité d'emport est de 130 kg et sa vitesse atteint les 400km/h. Le micro-drone Diodon HP30 permet quant à lui d'assurer des missions de reconnaissance et de surveillance lors d'accidents ou de catastrophes naturelles. La structure gonflable de l'appareil lui confère une grande résistance. Il peut ainsi décoller et atterrir sur n'importe quel terrain accidenté. Un seul opérateur est nécessaire pour sa mise en place ce qui augmente sa rapidité de déploiement.

En matière de communication, les solutions sont aussi au rendez-vous. Orange Business Services a développé un dispositif de secours composé de moyens de communications satellitaires pour transmettre des données, voix et images quand les infrastructures locales sont inopérantes. Réel outil de téléphonie de secours, il permet d'assurer le suivi de l'évolution de la situation à distance et la connectivité en zone blanche ou isolée. COMROD France, propose grâce

> Orange Business Services a développé un dispositif de secours composé de moyens de communications satellitaires pour transmettre des données, voix et images quand les infrastructures locales sont inopérantes.

> Le secteur français de la Tech qui œuvre à développer des solutions pour assurer les soins d'urgence est en pleine expansion.

à son Tactical Communication Tool (TCT) une planification dynamique qui peut s'adapter rapidement aux changements des circonstances opérationnelles, tandis que son analyse sophistiquée de la propagation radio assure une simulation précise de chaque liaison de communication. Un puissant moteur de carte prend en charge une large gamme de formats géospatiaux, y compris les cartes routières vectorielles ainsi que plusieurs formats pour les cartes raster et l'imagerie satellite.

ASSURER LA SUBSISTANCE ALIMENTAIRE

Les catastrophes et les crises peuvent avoir un impact dévastateur sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations. Technic Export a donc mis au point une boulangerie mobile de campagne, une solution développée pour répondre aux besoins des populations en situation d'urgence quels que soient la géographie des lieux et le climat.
Mos Nutrition, première start-up française créée par une diététicienne-nutritionniste développe pour sa part des aliments adaptés aux conditions extrêmes et labellisés *« utilisé par les armées françaises »*. Les denrées sont conçues pour permettre de s'alimenter en tout temps et en tout lieu. Elles ne fondent pas, ne gèlent pas, ne s'émiettent pas, ne donnent pas soif et se conservent 18 mois à température ambiante. Des facteurs essentiels pour subvenir aux besoins alimentaires des populations en situation d'urgence ou dans un contexte de crise.

LES SOINS D'URGENCE : UN DOMAINE D'INNOVATION EN PERPÉTUELLE MUTATION

Le secteur français de la tech qui œuvre à développer des solutions pour assurer les soins d'urgence est en pleine expansion. Cegelec Defense propose des solutions médicales qui peuvent être employées dans tout type d'environnement, en appui d'opérations extérieures dans des contextes de crise, en réponse humanitaire à des situations de désastres, en appui aux populations ou en renfort de moyens d'infrastructures fixes. Du traitement de l'eau aux infrastructures médicales, en passant par le soutien logistique intégré et le NRBC, la société déploie une large gamme de solutions robustes et sur-mesure.
Airbus Defence and Space propose une chaîne médicale complète opérationnelle qui garantit les meilleurs soins possibles partout et à tout moment, dédiée aux opérations extérieures (pendant les conflits, les missions humanitaires et de développement, de rétablissement et de maintien de la paix). Cette solution comporte un ensemble de solutions de télé-expertise médicales basées sur le logiciel Nexus d'Acetiam (déployé dans plus de 400 organisations médicales et infrastructures de santé), qui permet aux organisations médicales et aux établissements d'échanger des données de téléconsultations et d'imageries médicales, de manière fiable et sécurisée. CTM évite ainsi les évacuations médicales inutiles si les ressources projetées sur le terrain sont rares.
Bertin Medical Waste, marque de Bertin Technologies (Groupe CNIM) innove dans le traitement des déchets d'activité de soins à risque infectieux (DASRI) *in-situ*, grâce à un procédé breveté et 100% électrique combinant broyage et montée en température par micro-ondes dans une seule et même cuve. Les solutions SterilWave permettent à ses utilisateurs (hôpitaux, centres de santé et tout autre secteur générant des déchets à risques infectieux) un traitement et une décontamination efficaces et fiables des DASRI directement sur le site de production. Cette solution de stérilisation recommandée par l'OMS et les Nations unies pour le traitement des déchets hospitaliers, permet, en 30 minutes, de les décontaminer afin qu'ils puissent être traités par les mêmes canaux que des déchets ménagers.

© Diodon Drone Technology

© Diodon Drone Technology

LA DÉTECTION : UNE APPROCHE STRATÉGIQUE NÉCESSAIRE

Thales Six-GTS développe un service de protection et de surveillance, à l'image de ce qui se fait sur le camp Kidal de l'ONU et de la MINUSMA, qui intègre des systèmes électro-optiques de nuit et de jour, de surveillance des activités au sol et alerte radar de tir indirect, et un centre d'opération pouvant être conjoint avec des organismes comme l'ONU.

La société MC2 Technologies a développé une solution mobile permettant de contrôler les personnes en mouvement en temps réel (600 à 900 personnes par heure). Elle permet de protéger des lieux ouverts au public où le flux de personnes est important (événements, manifestations culturelles, halls de gares ou d'aéroports, stations de métro, camps d'urgence…). Elle permet de scanner les personnes en mouvement et réduit ainsi le temps de passage. Cette fluidité empêche la formation de lignes et réduit ainsi le risque d'attaques. Le système est passif, et n'émet aucune onde. Il est donc inoffensif pour la santé de l'individu.
Metravib Defence a pour sa part développé le système Pilar Metravib version sol qui permet la détection acoustique de tirs d'armes à feu. Le dispositif est conçu pour protéger les sites sensibles, les camps de réfugiés, et les bases humanitaires de tirs de snipers. Le système communique en temps réel les coordonnées GPS de la menace sur la cartographie.
Exavision avec sa solution Nemosys Fire Duo s'attaque à la prévention des incendies. La caméra intelligente Nemosys Fire Duo permet l'analyse d'image lors d'un balayage continu à 360°, 24h/24. Elle est capable de mesurer les différences de température pour évaluer la gravité d'une situation. La caméra est dotée d'un algorithme de traitement permettant la détection en temps réel de point chaud selon des seuils paramétrables.
L'utilisation des imageries satellitaires à la sûreté des populations civiles revêt enfin un nouvel enjeu. Evaluer les dommages et faciliter l'intervention des secours lors d'un péril en font partie. L'élargissement des usages d'urgence des images satellites à des échelles plus régionales, voire locales est l'une des évolutions notables attendues.

LA PROTECTION AU CŒUR DE L'INNOVATION OPÉRATIONNELLE

Pour lutter contre les catastrophes humaines ou naturelles, les dispositifs de protection des primo intervenants sont vitaux. La société Ouvry a développé une combinaison filtrante qui protège contre les agents NRBC sous forme liquide, vapeur et aérosol pendant 12 heures. Légère et ergonomique, elle apporte à l'utilisateur un confort et une protection optimale. La Polycombi permet une évacuation rapide de la chaleur diminuant ainsi les risques de surchauffe. Un outil particulièrement adapté aux expositions accidentelles ou intentionnelles.
Protecop propose enfin une tenue de démineur destinée aux opérations de reconnaissance en position debout et de neutralisation des mines. Elle associe une protection contre la menace efficace à une ergonomie compatible avec les opérations de déminage et une résistance suffisante pour faire face aux agressions du climat et à l'abrasion du sol.

> Evaluer les dommages et faciliter l'intervention des secours lors d'un péril en font partie.

ASSURER LA RECONSTRUCTION ET LA NORMALISATION

La préparation de l'après-crise s'intègre dans la capacité de résilience que doivent prendre en compte les acteurs touchés par la crise. Dans ce contexte, la société Vestack propose des immeubles de relogement durables biosourcés. La solution offre, sans surcoûts de construction, des habitations modulaires de haute qualité environnementale, pré-assemblées en usine et offrant des intégrations paysagères sur mesure. Sa technologie lui permet de concevoir et de déployer en quelques semaines des bâtiments pérennes pour répondre aux besoins urgents des populations. L'empreinte carbone des infrastructures est trois fois meilleure pour l'environnement et sa vitesse de construction est deux fois supérieure par rapport à la construction traditionnelle.
La société Aleph permet d'assurer par anticipation la sécurité des systèmes d'information et d'augmenter les capacités de protections précédentes, suite à une attaque ou une destruction cyber touchant une infrastructure hospitalière, administrative ou d'importance vitale. La société a développé deux moteurs de recherche et d'analyse spécialisés, intégrant un module de machine learning pour un sourcing intelligent et industriel. Sa technologie analyse et visualise des données en très grands volumes, ce qui permet de traiter tout type de données, quels que soient leur format et leur provenance et de les structurer selon des critères de consultation métier ou problématiques business (fuite de données, risque sur les infrastructures logiques (SI…) et physiques (bâtiments, objets connectés…), risques géopolitiques, VIP et personnels à risque, actifs stratégiques et financiers).
Au spectre large des menaces en mutation constante, l'innovation française fait face et met à disposition des opérationnels et décideurs des outils d'accompagnement dans la gestion des crises et catastrophes. Cet écosystème foisonnant ambitionne de concourir à mieux anticiper, détecter et affronter les défis sécuritaires et humanitaires, avec pour même finalité d'assurer la protection de la population civile.

> *“CET ÉCOSYSTÈME FOISONNANT AMBITIONNE DE CONCOURIR À MIEUX ANTICIPER, DÉTECTER ET AFFRONTER LES DÉFIS SÉCURITAIRES ET HUMANITAIRES, AVEC POUR MÊME FINALITÉ D'ASSURER LA PROTECTION DE LA POPULATION CIVILE.”*

© Bertin Medical Waste

« *Les crises de demain sont* SOUVENT LE REFUS DES QUESTIONS D'AUJOURD'HUI »

Ces mots de Patrick Lagadec, chercheur français spécialiste de la gestion du risque et de la gestion de crise, résonnent particulièrement dans le contexte actuel : sanitaire, climatique, social, environnemental, économique… La crise semble être partout, au risque, parfois, d'en oublier son caractère d'ordinaire exceptionnel et transitoire. Dans le même temps, les solutions pour y répondre foisonnent et sont marquées par une volonté commune des acteurs, des institutions au simple citoyen en passant par l'entreprise, de prendre leur destin en main et d'avancer ensemble pour résoudre les difficultés. Si la sécurité civile et humanitaire, acteur majeur de la gestion des crises, s'inscrit au cœur de ce mouvement, quelles sont ses perspectives pour la prochaine décennie ?

PAR SARAH PINEAU

RENDRE LE CITOYEN ACTEUR DE SA PROPRE SÉCURITÉ

Dispenser aux élèves un enseignement en matière de premiers secours est obligatoire dans l'Education nationale et, ce à plusieurs reprises, durant le cursus scolaire. Pourtant, le taux de formation de la population française est l'un des plus bas en Europe avec seulement 40% des Français formés aux gestes qui sauvent. Ce chiffre, loin d'être anecdotique, pose la question de l'engagement et, au-delà, de la manière de créer une culture commune de défense et de sécurité. Chaque crise le montre, une fois le chaos passé, la solidarité naît rapidement des décombres… Mais, faute d'être organisée, elle perd souvent en efficience et en efficacité. D'où la nécessité de créer les bons réflexes chez tout un chacun pour optimiser les moyens et les volontés lorsque l'urgence s'impose. C'est tout l'enjeu de la « *résilience* » qui, de plus en plus et à juste titre, s'installe dans le vocabulaire courant. Ainsi le 13 octobre 2022, à la suite de la dynamique engagée en 2021 par le plan d'action « *Tous résilients face aux risques* », a eu lieu la première édition de la journée nationale de la résilience. Pilotée par le gouvernement et coordonnée par les ministères de l'Intérieur et de la Transition écologique, elle vise à sensibiliser et à informer tous les citoyens aux risques qui les environnent, dans une logique d'exercices pratiques et dans l'objectif de contribuer à la préparation de tous aux bons comportements en cas de catastrophe.

Cependant, l'ambition future de résilience collective ne doit pas se faire au détriment de ce qui fonctionne déjà, notamment le modèle français de sécurité civile qui s'appuie sur les Sapeurs-pompiers (SP) et plus particulièrement sur la complémentarité entre SP professionnels et SP volontaires. Très sollicitée par la succession des incendies cet été, la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France réunie en congrès en septembre a pointé le risque de « *rupture capacitaire* », ce que Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et invité d'honneur a lui-même reconnu « *le modèle de sécurité civile a été mis à rude épreuve* ». D'où son engagement à « *réfléchir* » à un « *statut pour les sapeurs-pompiers volontaires* », afin d'inciter leurs employeurs à les libérer plus facilement en cas de besoin, avec, en creux, l'espoir de ranimer les vocations.

MISER SUR LA COOPÉRATION EUROPÉENNE

Approfondir la coopération des moyens et des acteurs à l'échelle européenne est une autre priorité pour la sécurité civile et humanitaire dans les années à venir. Comme l'indique le préfet Alain Thirion, Directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGS) depuis l'été 2019, « *les problématiques soulevées par des crises plus nombreuses et plus diverses sont communes à l'ensemble du réseau de Protection Civile européen* ». Par ailleurs, ces crises étant amenées à s'étendre dans le temps et dans l'espace, elles demandent de fait, une « *action conjointe* », tant pour la mobilisation du Mécanisme de protection civile de l'Union européenne (MPUE) que pour la gestion des crises transfrontalières. Méconnu, le MPUE est pourtant « *un outil extrêmement intéressant de solidarité européenne face aux catastrophes de toute nature* » insiste Alain Thirion. En offrant par exemple une réserve d'intervention européenne aérotransportable en cas de crise majeure. Permettant de partager les efforts, matériels, humains et financiers des pays membres, cette réserve d'intervention gagnerait à être étoffée. Sans oublier la poursuite de la création de nouveaux modules tels que les hébergements d'urgence et les capacités de transport logistique « *indispensable, du fait du changement climatique associé à l'accroissement de la vulnérabilité des sociétés* » alerte le préfet. Chacun en sortira gagnant, à commencer par la France, partie prenante de ce dispositif transnational via les FORMISC (Formations militaires de la sécurité civile) qui arment 17 des 18 modules français ; cet été l'Hexagone a en effet bénéficié de plusieurs modules européens « *feux de forêt* » lors des incendies en Gironde.

> Méconnu, le MPUE est pourtant « un outil extrêmement intéressant de solidarité européenne face aux catastrophes de toute nature ».

RAPPROCHER LES CONCEPTS ET LES EXPERTISES

Si la coordination semble incontournable dans le traitement des risques, pour autant, elle ne peut se faire qu'en respectant les prérogatives et le mandat de chacun, surtout en ce qui concerne l'aide internationale. Magali Chelpi-den Hamer, chercheuse associée à l'Institut des mondes africains (IMAF) et à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) insiste sur la notion de « *juste équilibre* » entre les différents intervenants en situation de crise, notamment entre les primo-intervenants locaux, les praticiens de l'aide humanitaire et les militaires. Certes, la crise s'impose à tous ; mais les objectifs et les logiques poursuivis par chacun des acteurs diffèrent. Cette réalité doit être prise en compte, surtout au regard des principes fondateurs de l'humanitaire. Le principe d'« *indépendance opérationnelle*[1] » n'exonère pas les acteurs de l'aide à chercher à mieux entremêler leurs actions avec les primo-intervenants locaux et l'action militaire qui est déployée en immédiat post-catastrophe. La chercheuse déplore qu'à l'heure actuelle, acteurs de l'aide et militaires s'essaient finalement assez peu au dialogue. Par crainte d'amalgame, beaucoup de « *non-dits* » demeurent entre ces deux mondes et n'aident pas à une coordination efficace. Or ce serait un atout majeur dans la gestion de crise : « *la force logistique des armées est une réalité, en témoignent les opérations d'acheminement rapide d'aide suite au passage de cyclones et d'ouragans (Madagascar en février dernier, St Martin après IRMA, etc.) et les acteurs de l'aide ont souvent une connaissance fine des contextes locaux. Des complémentarités existent de fait sur les terrains d'intervention. Mais il faut désormais les monter au niveau stratégique* ». L'action civilo-militaire a de beaux jours devant elle.

1. Les 4 principes étant : neutralité, humanité,impartialité, indépendance opérationnelle.

L'Afrique en proie AUX CRISES HUMANITAIRES

Alors que les retombées de la pandémie et de la guerre en Ukraine fragilisent les économies africaines, le réchauffement climatique reste la cause première de nombreuses dévastations et déplacements de populations. D'ici la fin de l'année 2022, selon l'ONU, près de 32 milliards de dollars manqueraient pour répondre aux besoins humanitaires d'environ 204 millions de personnes en situation de détresse.[1]

PAR GEOFFREY COMTE

LE MYTHE DE SISYPHE

Au cours de ces trois dernières années, l'instabilité mondiale a fortement heurté l'ensemble du continent africain qui a connu en 2020, sa première récession économique depuis plus de 25 ans. Dès 2021, la croissance revient et atteint près de 4% en Afrique subsaharienne avant de redescendre à 3,6% en 2022.[2] Mais les ondes de chocs liées à la pandémie de coronavirus et la guerre en Ukraine ont entraîné l'explosion des prix des denrées alimentaires et des intrants, l'aggravation des pénuries d'approvisionnements et la dégradation des situations financières nationales. Une configuration économique désastreuse pour une région qui concentre 75% de l'aide humanitaire internationale, 26% des réfugiés mondiaux et plus de la moitié des guerres de la planète.

Plus de 115 millions de personnes se trouvent en situation d'extrême pauvreté en Afrique toujours selon les Nations unies. La République Démocratique du Congo (RDC), le Soudan et le Nigéria font face à de possibles défauts de paiement post-Covid. Ces trois pays font partie des théâtres humanitaires les plus importants au monde, accueillant respectivement 27 millions, 14,3 millions et 8,3 millions de personnes en situation de détresse. D'ici fin 2022, plus d'une personne sur dix vivant en Afrique centrale et de l'Ouest nécessitera une assistance humanitaire. L'exacerbation des chocs hydriques ajoute une pression supplémentaire sur les approvisionnements en eau, au cœur d'un continent où 418 millions de personnes ne disposent pas d'un accès à l'eau potable et 779 millions d'individus n'ont pas accès à des services d'assainissement basiques.[3] L'année dernière, le continent comptait près de 36 millions de personnes déplacées — tentant d'échapper à la violence, la misère ou aux désastres naturels — un chiffre en augmentation de 12% par rapport à 2020.[4]

> Plus de 115 millions de personnes se trouvent en situation d'extrême pauvreté en Afrique toujours selon les Nations unies.

1. AFP, « Nations unies : Il manque encore 32 milliards en aide humanitaire d'ici fin 2022, un record », La Presse, 16 sept. 2022p.
2. Banque Mondiale, Afrique - Vue d'ensemble, https://www.banquemondiale.org/fr/region/afr/overview , 14 septembre 2022.
3. Organisation météorologue mondiale, Le rapport sur l'état du climat en Afrique met l'accent sur le stress hydrique et les risques liés à l'eau, https://public.wmo.int/fr/medias/communiqu%C3%A9s-de-presse/le-rapport-sur-l%E2%80%99%C3%A9tat-du-climat-en-afrique-met-l%E2%80%99accent-sur-le-stress , 7 septembre 2022.
4. Par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique 21 juillet 2022, 36 mil3. lions d'africains déplacés de force, un chiffre record, https://africacenter.org/fr/spotlight/36-millions-dafricains-de-places-de-force-un-chiffre-record/, (consulté le 21 septembre 2022).

> L'ambition des dirigeants africains est avant tout d'améliorer l'efficacité de l'action humanitaire sur l'ensemble du continent, dont le corollaire est de mieux coordonner les différentes réponses.

LE DÉFI CLIMATIQUE

Publié en septembre 2022, le rapport sur l'état du Climat rédigé par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) souligne les impacts du réchauffement climatique tant sur les communautés que sur les écosystèmes africains. Bien que le continent ne soit responsable que de 3% des émissions carbones mondiales, ce dernier subit de façon disproportionnée la hausse des températures qui ont augmenté plus vite que la moyenne mondiale, entraînant des phénomènes météorologiques extrêmes et des sécheresses dramatiques. 2021 fut l'une des années les plus chaudes de l'histoire du continent. Au fil des dernières décennies, le bassin du lac Tchad a perdu 92% de sa surface.

Parallèlement, le niveau de la mer ne cesse de croître et engendre des inondations côtières, principalement au bord de la mer Rouge et du sud-ouest de l'Océan indien. Cette menace devrait directement toucher près de 110 millions de personnes d'ici la fin de la décennie mais elle semble déjà avoir grandement affaibli le Mozambique, également bousculé par de violents cyclones tropicaux. Les inondations extrêmes mettent en péril de nombreux pays à l'instar de la République démocratique du Congo, du Soudan du sud, du Congo Brazzaville, du Burundi et du Nigéria tandis que les sécheresses ont facilité la prolifération de mégafeux et des tempêtes de sable dans l'ensemble de l'Afrique du Nord. D'ici 2050, ces deux risques représenteront à eux seuls un coût annuel de 50 milliards de dollars pour les Etats africains.[5] La hausse des températures provoque également la disparition des glaciers de l'Afrique de l'Est, du mont Kenya, au Kilimandjaro, en Tanzanie, faisant varier la quantité de précipitations à venir dans la région. Cette hausse est responsable de la baisse de la croissance de la productivité agricole africaine qui a chuté de 34% en 2021. Un réchauffement de 1,5°C serait synonyme d'une perte de rendement de 9% du maïs en Afrique de l'Ouest et de 20 à 60% des récoltes de blé en Afrique australe et du Nord.

Cet état des lieux accablant s'ajoute à une somme de défis majeurs pour les Etats africains soucieux d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD), fixés par l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA).

FRONT PANAFRICAIN

Lors du sommet de Malabo en mai dernier, les représentants des instances nationales, régionales et des agences internationales ont annoncé la création d'une Agence humanitaire de l'Union africaine (AHUA). Cette instance, qui entrera en fonction en 2023, se verra dotée d'un portefeuille de 140 millions de dollars, provenant de fonds africains.[6] « *L'ambition des dirigeants africains est avant tout d'améliorer l'efficacité de l'action humanitaire sur l'ensemble du continent, dont le corollaire est de mieux coordonner les différentes réponses tout en contribuant à réduire les gaps de financement actuels. La création de l'AHUA traduit la volonté des africains de s'impliquer eux-mêmes dans le montage, le contenu et le financement des dispositifs humanitaires. Il s'agit d'un signe d'engagement fort et de leadership régional qui s'est accéléré au fil de la pandémie de Coronavirus* » indique Mabingué Ngom, conseiller spécial du directeur général du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP).

Le coût total de réalisation de ce mandat est estimé à 14 milliards de dollars pour répondre à la prévention des risques tels que les sécheresses et inondations, à l'amélioration de la reconstruction des zones sinistrées ou la protection des personnes vulnérables. L'AHUA peut s'appuyer sur les efforts du FNUAP pour endiguer la mortalité maternelle, touchant une femme sur cinq en situation de crise humanitaire.

5. WMO, State of the Global Climate 2021, Genève, Suisse, World Meteorological Organization, 2022.
6. Mabingué Ngom, « UA : une agence humanitaire africaine, une chance pour les femmes et les jeunes », Jeune Afrique, 11 août 2022p.
7. Mabingué Ngom, « « Pourquoi l'Agence humanitaire de l'Union africaine doit être saluée » », Le Point, 16 août 2022p.

L'objectif de l'AHUA est de créer un ensemble de solutions adapté aux réalités locales et spécifique à chaque crise, à l'instar des points chauds de la corne de l'Afrique et du Sahel.

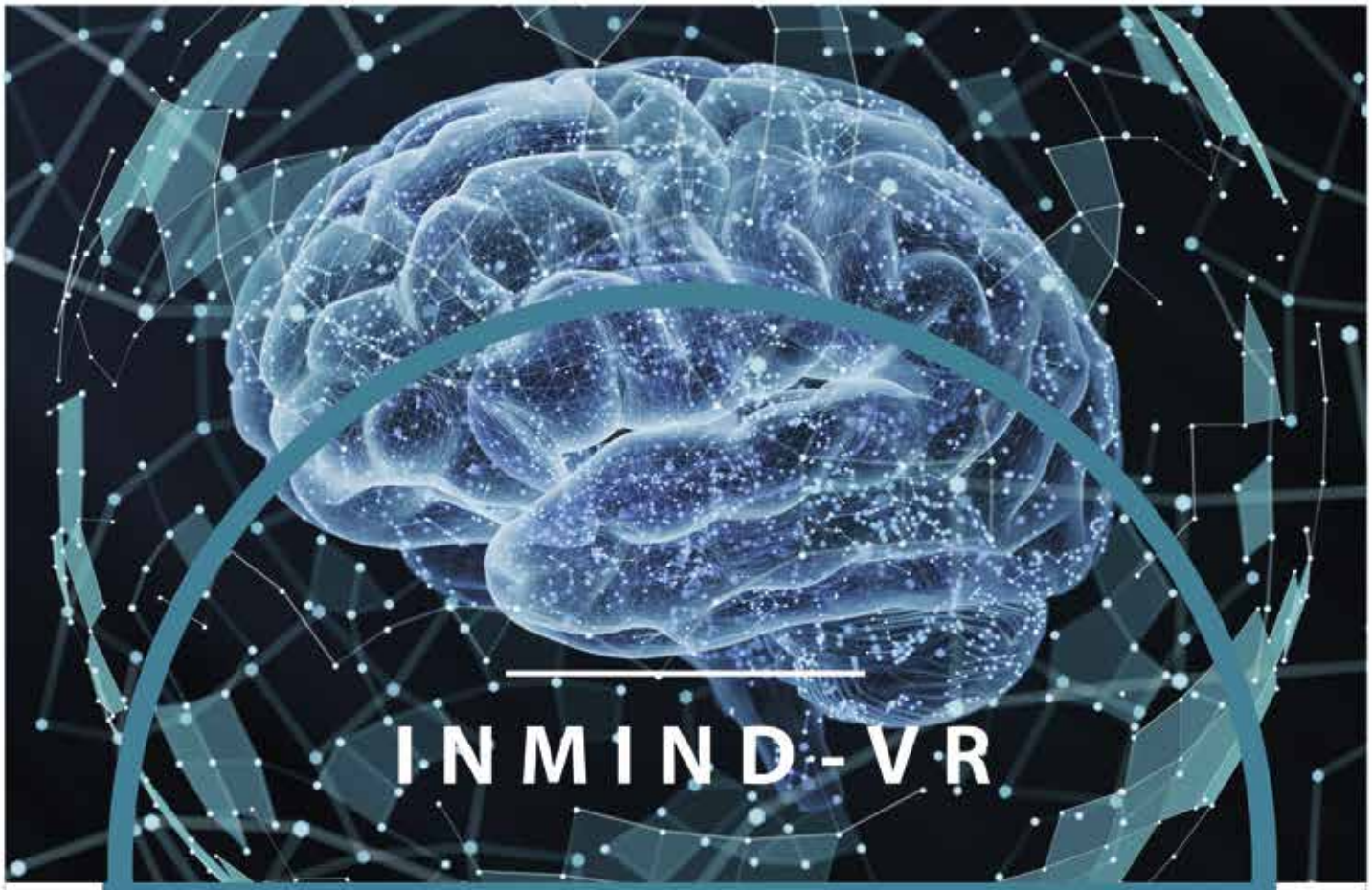
La distribution de *« kits de dignité »*, contenant des produits hygiéniques et des équipements pour accompagner les accouchements, a aidé plus de 29 millions de femmes de 15 à 49 ans et 4,3 millions de jeunes de 10 à 24 ans dans l'ensemble de la région.[7] Ainsi, des salles d'accouchement et des cliniques de santé ont pu voir le jour au Soudan, en RDC et au Nigéria. *« L'objectif de l'AHUA est de créer un ensemble de solutions adapté aux réalités locales et spécifique à chaque crise, à l'instar des points chauds de la corne de l'Afrique et du Sahel. L'Agence doit pouvoir participer aux travaux d'anticipation et de préparation pour réduire et contenir l'arrivée de nouvelles crises afin de passer d'un état de réaction à ceux de la prévention et du développement. La communauté internationale doit saisir cette opportunité pour mieux accompagner les nations africaines dans un esprit de partenariat et de solidarité »* souligne Mabingué Ngom.

DIVERSIFIER LES GISEMENTS DES RESSOURCES

« L'absence de diversification des sources de financement représente un facteur de fragilité. La situation ukrainienne en est un exemple concret. Certains investissements européens à destination de l'Afrique sont coupés pour soutenir l'effort de guerre en Ukraine. Pour surmonter ce problème, il faut mobiliser tous les gisements de ressources disponibles, qu'ils soient locaux, internationaux, publics ou privés, dans le but d'étendre l'espace fiscal. Ces ressources ne sont pas seulement financières. Les impacts de la mobilisation des leader communautaires et religieux ainsi que celle des jeunes incarnent des contributions inestimables pour la sécurité et la paix en Afrique » ajoute Mabingué Ngom.

Sur le plan humanitaire, la France joue un rôle important sur le continent africain au travers de l'Agence française de développement (AFD) et Bpifrance. L'AFD a investi plus de 5,2 milliards d'euros dans des projets d'aménagement au cœur de 44 des 54 pays de la région. Depuis 2007, l'objectif phare s'illustre à travers la *« Grande muraille verte »* de Dakar à Djibouti qui devrait voir le jour d'ici la fin de la décennie.[8] Elle vise à rétablir 100 millions d'hectares de terres dégradées sur une bande de 7600 km de long et 15 de large pour répondre aux enjeux climatiques, à la dégradation des écosystèmes, réduire les risques liés aux inondations, garantir la sécurité alimentaire et répondre au chômage chronique des pays traversés en créant plus de 350 000 emplois. Considéré comme le deuxième poumon du monde après l'Amazonie grâce à ses 220 millions d'hectares de forêts, cet espace devrait capter et stocker 250 millions de tonnes de CO2 d'ici 2030. En janvier 2021, les dirigeants d'Etats présents au *One Planet Summit* ont annoncé leur volonté d'ajouter 14 milliards supplémentaires au bénéfice des pays concernés du Sahel par le porte FLEUVE à l'horizon 2025 - projet lancé et financé par l'Union européenne dix ans plus tôt. Le secteur privé international et les entreprises locales sont également des facteurs clés de réponses. Depuis 2016, l'Initiative Connecting Business (CBi), un projet conjoint OCHA-PNUD, a permis de collecter plus de 50 millions de dollars pour des activités de préparation, de réponse et de relèvement en cas de catastrophe, impactant plus de 15,5 millions de personnes à travers 17 pays.

8. AFD, Grande muraille verte : l'initiative en 3 questions, https://www.afd.fr/fr/actualites/grande-muraille-verte-linitiative-en-3-questions , 17 juin 2021.



INMIND-VR

SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES ET EXPERTISE NEUROSCIENTIFIQUE DE TERRAIN

- Du champ de bataille à la gestion de crise -

Evaluation du stress et de la charge mentale
Outils pré-diagnostic des populations en situation de crise
A la pointe de la réhabilitation neuropsychologique

www.inmindvr.net

contact@inmindvr.net

INMIND-VR

La Chine : entre partenariat stratégique ET SOFT POWER EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ CIVILE

La France, qui souhaite diversifier ses partenariats et multiplier les coopérations dans les domaines de la sécurité civile et humanitaire où le maintien de compétences au plus haut-niveau demeure très précieux, conduit une politique de coopération avec la Chine. Celle-ci a largement été impactée par l'émergence de la crise sanitaire et peine à reprendre, du fait de la rigueur gouvernementale chinoise en termes de gestion épidémique. Alors que les équilibres géostratégiques ont été bouleversés lors des trois dernières années, quel est l'avenir de ce partenariat ?

PAR ALEXANDRE GUICHARD

Le partenariat franco-chinois en matière de sécurité civile et humanitaire s'est largement développé avant l'émergence de la pandémie de Covid-19. De multiples exemples de coopérations ont vu le jour en 2019, notamment afin de préparer les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) d'hiver de Pékin. La Direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) a signé un accord de coopération avec le ministère chinois de Gestion des catastrophes, se traduisant par « *des actions de formation, des échanges d'information et offrira des opportunités d'acquisition de matériels* »[1]. Le Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (Grimp) a ainsi œuvré à la formation des secouristes chinois déployés pendant les JOP de Pékin.

Autre acteur clé de ce partenariat, engagé dans la coopération avec la Chine, l'Agence française de développement (AFD) ambitionne, grâce à un projet lancé en novembre 2019 dans la province du Guangxi et financé à hauteur de 60 millions d'euros[2], de « *renforcer les dispositifs de prévention des risques industriels dans cette zone et d'améliorer les moyens de réponse directe des services de la protection civile* »[3]. Mais la crise sanitaire a freiné brutalement les coopérations entre les acteurs français et chinois. « *Les échanges ont été interrompus avec la Chine depuis l'émergence du Covid-19. La doctrine chinoise de gestion de la pandémie, reposant sur des confinements, ne permet pas de lancer des projets. Nous attendons le feu vert chinois pour relancer la coopération* » détaille Ismaïl Hassouneh, Secrétaire national au Secours populaire français.

La Chine étend son influence et son soft power de la sécurité civile au-delà de l'Europe et jusqu'aux portes de l'Afrique.

RIVAL SYSTÉMIQUE OU PARTENAIRE ÉCONOMIQUE ?

Au-delà de sa qualité de partenaire économique privilégié de l'Union européenne et de la France, la Chine est également un « *rival systémique* »[4]. La position chinoise à l'égard du conflit en Ukraine contraste drastiquement avec le soutien occidental à Kiev, alors que la rivalité entre Pékin et Washington continue de s'accroître. Le gouvernement de Xi Jinping exerce une véritable diplomatie de la sécurité civile dans l'optique de véhiculer son *soft power*. « *L'intérêt du parti chinois pour la sécurité civile française n'est pas anodin. Le soft power naturel exercé par les valeurs, par les missions de sécurité civile ont un sens universel pouvant être exploitées pour des objectifs bien différents que la simple sauvegarde de populations. Les partenariats avec la France permettent à la Chine de comprendre les mécanismes et l'organisation du système de secours encore peu développée dans les régions rurales chinoises. Cependant, la Chine a bien compris le soft power naturel de la sécurité civile pouvant être utilisée comme vecteur d'influence dans des pays stratégiques* ».[5]

La Chine étend son influence et son *soft power* de la sécurité civile au-delà de l'Europe et jusqu'aux portes de l'Afrique. Elle s'est notamment ouvert les portes du marché sénégalais. Les échanges commerciaux entre Dakar et Pékin ont été multipliés par 16 entre 2005 et 2017.[6] Elle a livré en 2019 un premier lot de matériels aux sapeurs-pompiers sénégalais, comportant notamment, mais pas seulement, 37 engins pompes (légers et lourds), 24 000 pièces d'équipements de protection individuelle ou encore 20 canots de sauvetage.[7]

Les cartes sont rebattues. Au vu de l'évolution de la position chinoise, plus agressive depuis la crise sanitaire, le maintien des coopérations sur le plan politique, économique, commercial et sécuritaire au niveau prépandémie apparaît très difficile.

VERS UNE REPRISE DE LA COOPÉRATION ?

Si le ministère de l'Intérieur décrit la Chine comme « *un partenaire incontournable de la Sécurité civile* »[8], évoquant notamment le programme baptisé *EU-China Disaster Risk Management*, censé « *aider le pays le plus peuplé au monde à renforcer ses structures de protection civile sur le plan local et national* », des tendances géopolitiques lourdes questionnent le futur de cette coopération.

Trouver le juste équilibre en matière de positionnement diplomatique à l'égard de la Chine sera un grand enjeu de la décennie à venir. Il existe en effet des dissensions au sein de l'Union européenne sur le sujet, la position allemande demeurant ambivalente avec une volonté affichée de préserver leurs intérêts industriels et commerciaux. « *Ce qui est craint, ce sont les arrière-pensées sécuritaires et technologiques de la Chine, qui porte une vision stratégique claire. Les Etats-Unis cherchent à raccrocher l'Europe et leurs partenaires asiatiques à leur camp, multipliant les initiatives multilatérales portant le sujet des valeurs. Du fait de la prédation chinoise, on assiste à un mouvement de découplage économique entre la Chine et l'Occident* » analyse Julien Nocetti, chercheur associé au programme Géopolitique des technologies de l'Institut français des relations internationales. Cette prédation s'illustre notamment par l'ampleur de l'espionnage industriel chinois en Europe et aux Etats-Unis, alors même que la France et l'UE ont pris conscience de leurs dépendances stratégiques à Pékin lors de la crise sanitaire. « *Les cartes sont rebattues. Au vu de l'évolution de la position chinoise, plus agressive depuis la crise sanitaire, le maintien des coopérations sur le plan politique, économique, commercial et sécuritaire au niveau prépandémie apparaît très difficile* » conclut le chercheur.

1. DGSCGC, Rapport d'activité 2019, p.21.
2. Agence française de développement, « Renforcer la prévention et la gestion des risques industriels dans le Guangxi ».
3. Ibid.
4. Commission européenne, « Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil européen et au Conseil sur les relations UE-Chine », 12 mars 2019.
5. Fischer Julien, « L'industrie de sécurité civile entre influence et compétition internationale », Ecole de Guerre Economique.
6. BBC News Afrique, « Sénégal-Chine, une coopération stratégique ».
7. Note de l'IFRASEC, « Le développement de la sécurité civile au Sénégal et des contrats records pour la Chine », Décembre 2021.
8. Ministère de l'Intérieur, « La promotion de la sécurité civile à l'étranger ».
9. Ibid.

La Colombie ENTRE GUERRE ET PAIX

Plus de 7,7 millions de personnes se trouvent en situation de besoin humanitaire dans le pays, dont plus de la moitié réside en zones rurales. Les catastrophes naturelles, la violence des affrontements armés et la forte migration vénézuélienne contribuent à mettre la pression sur les dispositifs d'aide présents en Colombie. Face à cette situation tendue, quel sera l'agenda du nouveau président Gustavo Petro et le rôle des partenaires du pays ?

PAR GEOFFREY COMTE

GOUVERNANCE CRIMINELLE

En 2016, la signature des accords de paix a permis l'arrêt d'un affrontement armé de plus de 60 ans entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). En contrepartie de la cessation du conflit, les guérilleros signataires ont abandonné les armes et certains d'entre eux ont intégré le Parlement colombien en tant que force d'opposition politique. Mais la violence armée perdure en Colombie. Le retrait des FARC représente une opportunité pour les groupes irréguliers concurrents, à l'image de l'Armée de libération nationale (ELN) et du Clan del Golfo qui contrôlent 11 départements sur 32.[1] Refusant les accords de paix, certains membres ont saisi l'occasion de former de nouveaux contingents à l'image du *Frente Decimo* et de la *Segunda Marquetalia*, représentant une menace transnationale entre la Colombie et le Venezuela. Ces deux voisins partagent plus de 2 200 km de frontières poreuses où les forces étatiques sont peu présentes. Un espace géographique hautement stratégique pour les structures criminelles. Elles entrent en compétition pour la maîtrise de l'économie informelle composée de contrebande et de narcotrafic.
L'impact humanitaire de cette bataille pour la suprématie militaire est colossal : 5,8 millions de personnes vivent au cœur de zones sous l'influence de ces groupes irréguliers, notamment dans les régions de Córdoba, Antioquia, Nariño et Chocó, proches de la côte pacifique.[2]

4,5 millions de personnes n'ont pas accès à des sources d'eau de qualité, 3,2 millions ne disposent d'aucune installation sanitaire sûre et près de 2,4 millions sont privées de services de santé, notamment au cœur des régions d'Antioquia, de Cauca, de Norte de Santander et de Meta. « *Durant les deux dernières années de pandémie, la situation humanitaire s'est aggravée, les médicaments et les biens de première nécessité ne parvenant plus à destination des populations les plus vulnérables* » indique César Niño, professeur associé à la faculté d'économie, de commerce et de développement durable de l'Université de La Salle à Bogotá.

> Durant les deux dernières années de pandémie, la situation humanitaire s'est aggravée, les médicaments et les biens de première nécessité ne parvenant plus à destination des populations les plus vulnérables.

La Colombie est un point de passage migratoire en vue d'arriver en Amérique centrale et rejoindre les Etats-Unis ou le Canada.

La Marine colombienne, en collaboration avec les acteurs publics comme privés, a acheminé dans les zones les plus reculées 38 tonnes d'aide humanitaire via des kits de soins et hygiéniques, de la nourriture non-périssable et des vêtements.

PARTIR POUR SURVIVRE

Si le pays ne présente qu'un risque global moyen d'après le *World Risk Index*, la menace de désastres naturels reste omniprésente. Près de 500 000 personnes ont été touchées et environ 73 000 foyers ont été détruits au cours de l'année 2021.[3] Ces sinistres résultent à 83% des crues spectaculaires alimentées par deux saisons de fortes pluies, tandis que 6% d'entre eux proviennent de violents cyclones. En mars dernier, l'effondrement du barrage de La Mojana dû à une inondation soudaine a impacté plus de 153 000 personnes. La Marine colombienne, en collaboration avec les acteurs publics comme privés, a acheminé dans les zones les plus reculées 38 tonnes d'aide humanitaire via des kits de soins et hygiéniques, de la nourriture non-périssable et des vêtements.[4]

A cela s'ajoute la crise migratoire. L'effondrement économique du Venezuela a entraîné le plus large *« exode »*[5] de son histoire. Plus de 6 millions d'individus ont quitté le pays. Parmi eux, 2,5 millions se trouveraient actuellement en Colombie. *« La Colombie est un point de passage migratoire en vue d'arriver en Amérique centrale et rejoindre les Etats-Unis ou le Canada. Il existe des zones de tensions, à l'image du tampon de Darien à la frontière avec le Panama qui ne possède pas de forces militaires propres et où les migrants vénézuéliens sont particulièrement vulnérables. Ils y sont victimes de la migration irrégulière et des groupes criminels issus du conflit armé »* précise César Niño.

PAIX TOTALE

Deux processus politiques à venir pourraient améliorer la situation humanitaire : le dégel diplomatique entre le Venezuela et la Colombie, et les négociations de paix avec l'ELN et les autres groupes irréguliers. Le rapprochement diplomatique entre les deux voisins entend endiguer les crises humanitaires et la violence armée, relancer le commerce, les opérations de sécurité et la coopération énergétique. Le point d'orgue de cette réconciliation s'est tenu en octobre dernier lors de la rencontre entre les deux présidents. *« Nous avons l'intention d'initier une nouvelle dynamique économique et commerciale. Nous espérons que ce sera ainsi la fin de la crise humanitaire »*, a déclaré le président colombien depuis la résidence de Leonor Zalabata, ambassadrice du pays auprès des Nations unies.[6] *« Quand nous accèderons la paix totale en Colombie [...] nous atteindrons l'harmonie et le bonheur pour le Venezuela, [...] c'est ainsi que nous devons procéder »* a reconnu à son tour le président vénézuélien Nicolas Maduro.[7]

« Pour le président Gustavo Petro, la paix totale signifie une négociation avec tous les groupes révolutionnaires et criminels afin d'imposer un cessez-le-feu multilatéral. Il s'agit avant tout d'une approche fondée sur la construction d'une confiance entre les parties prenantes du conflit armé. Chaque groupe possède ses particularités et nécessite donc une méthodologie adaptée. Dialoguer avec chacun d'entre eux paraît néanmoins difficile compte tenu de l'érosion des capacités des Forces armées nationales. L'initiative principale demeure les négociations avec l'ELN, pour lesquelles le gouvernement du Venezuela s'est porté volontaire pour jouer le rôle d'intermédiaire. Le président colombien s'est donné 4 ans pour résoudre les problèmes de sécurité du pays. Une course contre la montre à laquelle les groupes armées ne se souhaitent pas se soumettre » prolonge César Niño.

UN ÉLAN EUROPÉEN ?

Le 21 septembre fut le premier anniversaire du protocole d'entente entre la Colombie et l'Union européenne en vue de renforcer la coopération en matière politique, sécuritaire et climatique. Cet accord repose sur la résolution de l'accord de paix de 2016, la protection de l'environnement et la résilience face au changement climatique ainsi qu'un meilleur accompagnement des migrants. Ce protocole s'inscrit dans une longue histoire bilatérale, la Colombie étant la première

Nous voulons soutenir les pays partenaires dans leurs efforts et empêcher la vente sur le marché européen de produits et de matières premières liés à la déforestation.

destinataire de l'aide humanitaire européenne, à hauteur de 335 millions d'euros depuis 1994. En août 2022, la COP15 a relancé cette coopération.[8] *« [Ce pays] est une superpuissance écologique dotée d'une riche biodiversité. Nous travaillons main dans la main avec la Colombie pour parvenir à un résultat ambitieux. Nous voulons soutenir les pays partenaires dans leurs efforts et empêcher la vente sur le marché européen de produits et de matières premières liés à la déforestation »* a déclaré Virginijus Sinkevićius, membre de la Commission chargé de l'environnement, des océans et de la pêche. Ainsi, le Programme indicatif pluriannuel 2021-2024 (PIP) pour la Colombie prévoit 75 millions d'euros de subventions européennes pour atteindre la neutralité carbone et la numérisation du pays à horizon 2050.

AU-DELÀ DE LA VOLONTÉ POLITIQUE

Mais les plans d'intervention internationaux relèvent souvent de la posture. *« Il a une forme de morale à deux vitesses. En 2021, les pays signataires de la COP 26 ont affiché leur volonté de réduire la consommation de combustibles fossiles mais ces derniers n'ont pas tenu leurs promesses. Cela continue d'aggraver le déséquilibre écologique entre les pays du Nord et du Sud. L'Allemagne s'est engagée à endiguer la déforestation mais a augmenté les plans d'achat de charbon au nord de la Colombie. Cette situation n'est plus acceptable. »* pointe Ruth Consuelo Chaparro, présidente de la Fundación Caminos de Identidad et d'ajouter : *« Depuis plus de trente ans, nous organisons un processus d'accompagnement des communautés indigènes colombiennes. Nous cherchons à faire respecter leurs droits fondamentaux, à construire des écoles pour lutter contre l'analphabétisme et encourager les 30 000 gardes indigènes qui protègent leurs territoires ancestraux et leurs ressources naturelles »* poursuit Ruth Consuelo Chaparro.

Reste à présent la volonté politique affirmée par le nouveau président qui devra être suivie d'effets. *« Après des décennies de massacres à nous tuer les uns les autres dans une guerre fratricide, une violence permanente, (...) le changement veut dire sortir de cette guerre perpétuelle et construire la paix (...), c'est un ordre du peuple »* a déclaré Gustavo Petro devant un parterre d'officiers en août dernier. *« La réduction de la violence, de la criminalité, et une augmentation substantielle du respect des droits de l'Homme et des libertés publiques »* seront selon ses dires, ses priorités. Et d'ajouter : *« L'armée a d'abord vocation à défendre les citoyens. Elle devra lutter contre le narcotrafic, les cartels étrangers dont la puissance croissante menace notre souveraineté. Elle devra aussi protéger l'environnement, et la forêt amazonienne en particulier. (...) Nous passerons à la postérité si nous construisons la paix. Nous sommes à ce moment de l'histoire, nous pouvons l'assumer, ou non. »*[9]

Nous passerons à la postérité si nous construisons la paix. Nous sommes à ce moment de l'histoire, nous pouvons l'assumer, ou non.

1. César Niño, Criminal organizations control sections of the Colombian-Venezuelan border, https://latinoamerica21.com/en/criminal-organizations-control-sections-of-the-colombian-venezuelan-border/ , 15 février 2022.
2. Foro de las ONG Colombia, Panorama de las necesidades humanitarias de Colombia, Bogotá, OCHA, 2022.
3. Redacción Colombia, « El desplazamiento en Colombia por desastres naturales: al menos 500.000 afectados », El Espectador, 5 mars 2022p.
4. Marine de Colombie, 38 tonnes d'aide humanitaire livrées aux victimes de la Mojana - Sucre, https://www.cgfm.mil.coComando , 26 juillet 2022.
5. Fabrice Andréani et Lucie Laplace, « Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser l'explosion migratoire vénézuélienne », Hérodote, 2018, vol. 171, no 4, p. 29-44.
6. Redacción Política, « Petro asistirá el lunes a la reapertura de la frontera con Venezuela », El Espectador, 20 sept. 2022p.
7. Juan Diego Quesada, « Maduro le pide a su ejército que apoye la paz total de Gustavo Petro », El País América Colombia, 30 sept. 2022p.
8. Colombia, https://international-partnerships.ec.europa.eu/countries/colombia_en , 2022.
9. https://www.france24.com/fr/amériques/20220821-colombie-gustavo-petro-prend-les-rênes-de-l-armée-pour-construire-la-paix

Au cœur des Unités d'Instruction
ET D'INTERVENTION DE LA SÉCURITÉ CIVILE

« Servir pour sauver », devise Formations Militaires de la Sécurité Civile (FORMISC), résume l'action des 1 200 hommes et femmes engagés chaque jour au sein des trois Unités d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile (UIISC). Maillons essentiels de la sécurité civile, les sapeurs-sauveteurs des FORMISC sont amenés à agir dans l'urgence, à l'échelle planétaire, et, plus que jamais, à faire face à une multiplication des crises…

PAR CAMILLE LÉVEILLÉ

DES UNITÉS D'INTERVENTION D'URGENCE

« Les UIISC sont l'"échelon national d'intervention d'urgence" de la sécurité civile : elles doivent être en mesure d'intervenir en permanence quels que soient le lieu et le type de catastrophe. Leur contrat opérationnel implique de déployer partout en France et dans le monde entier jusqu'à 262 sapeurs-sauveteurs en moins de 3 heures (près de 25% de l'effectif opérationnel des FORMISC et jusqu'à 600 en moins de 72 heures pour une durée allant d'une semaine à un mois sans relève » explique le Préfet Alain Thirion, directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises. Et d'ajouter : *« Leur autonomie logistique est permise par le fonctionnement régimentaire des UIISC qui intègre tous les soutiens en matière de ravitaillement, mécanique et sanitaire dans les détachements. Par ailleurs, leurs équipements et matériels de secours sont aérotransportables et déjà majoritairement colisés ».*

Les Kodaly, surnom donné aux sapeurs-sauveteurs de l'UIISC1, sont mobilisés face aux risques naturels, feux de forêts, cyclones, inondations ou sauvetages déblaiement. Egalement formés aux risques technologiques, avec la menace NRBC en première ligne, mais aussi la reconnaissance et identification du risque ou encore la dépollution maritime et fluviale, leurs prérogatives ne cessent de croître. En décembre 2020, l'unité en exercice à Vernon, s'est entraînée à réaliser des prélèvements et des analyses de fumée grâce à un laboratoire mobile appelé véhicule de détection, d'identification et de prélèvement (VDIP). Cinq ans plus tôt, ils avaient été appelés en renfort par les sapeurs-pompiers de la Vienne pour identifier la substance présente dans une fiole cassée, retrouvée dans une cave d'une habitation à Châtellerault. Grâce à leur expertise, les sapeurs-sauveteurs avaient détecté la présence d'un lacrymogène extrêmement dangereux, le bromoacétate d'éthyle.

L'UIISC intervient également auprès de la population après une catastrophe naturelle notamment pour le traitement de l'eau et le déploiement de postes médicaux projetables.

DÉPLOIEMENT À L'INTERNATIONAL

L'une des principales caractéristiques des UIISC reste leur capacité à être déployées rapidement et en urgence à l'international lors d'une catastrophe. Le 3 septembre dernier, un détachement de l'UIISC1 a été projeté au Pakistan, alors que des pluies extrêmes, entraînant inondations et crues, s'abattaient sur le pays. Les Kodaly ont ainsi pu former 50 Pakistanais issus d'un régiment de génie local dans le sud de l'Etat.

Une équipe médicale composée également d'un bataillon des marins pompiers de Marseille et de médecins et infirmières de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris était présente.
Dans un contexte de guerre en Ukraine, les UIISC ont une fois encore été mobilisées. Un convoi composé de 52 sapeurs-sauveteurs issus des 3 UIISC et de l'ESOL Nord a acheminé, en mai 2022, le troisième convoi de solidarité en faveur de l'Ukraine. L'objectif : remettre à leurs homologues ukrainiens 13 véhicules de secours et 115 tonnes de matériels de secours transmis sur le hub logistique de Suceava en Roumanie. En mars, le Colonel Nicot, chef de corps de l'UIISC1 partait pour la première intervention similaire. *« Avec 117 autres militaires et sapeurs-pompiers, j'ai participé au convoyage de matériels et de véhicules de secours au profit des sapeurs-pompiers ukrainiens. Nous avons traversé toute l'Europe jusqu'à la frontière pour leur fournir les équipements en sachant que dès le lendemain, ils serviraient à sauver des gens dans l'est du pays. Malgré l'expérience, ces missions génèrent toujours une forte émotion dans les équipes. »* témoigne-t-il. Une quatrième intervention, au profit des sapeurs-pompiers ukrainiens a eu lieu fin septembre avec le concours de l'UIISC7. *« Tous ces convois de solidarité sont organisés par le centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union européenne. Ils témoignent de la solidarité de la France envers le peuple ukrainien »* explique le Colonel Nicot.

L'IMPORTANCE DE LA COOPÉRATION

S'inscrivant dans un cadre international, les UIISC coopèrent de façon bilatérale et avec des institutions internationales notamment en matière de formation. Cela vaut également lors d'exercices de préparation opérationnelle. *« Nous accueillons régulièrement au sein de l'unité des délégations étrangères qui viennent visiter et potentiellement s'inspirer de notre structure pour en recréer une équivalente au sein de leur pays. »* en s'appuyant sur la grande expérience du modèle français de sécurité civile, explique le Colonel Nicot, et de poursuivre : *« En termes de partenariat, nous sommes jumelés avec le 4e bataillon d'intervention d'urgence des forces de secours militaires espagnols. Nous avons des échanges réguliers, notamment sur les entraînements concernant le sauvetage déblaiement, les feux de forêts et le sauvetage en mer. Concernant nos actions de formation à l'étranger, nous coopérons avec de nombreux pays en particulier sur le continent africain, au Maghreb et en Afrique de l'Ouest en particulier, ainsi qu'en Amérique du Sud. En 2022, l'UIISC1 a mené près de 20 actions de formations à l'étranger et plus de 80 formateurs ont été déployés dans 12 pays ».*

DES UNITÉS À LA POINTE DE LA TECHNOLOGIE

A l'instar des autres forces de sécurité, les sapeurs-sauveteurs s'appuient également sur les nouvelles technologies pour une action plus rapide et mieux coordonnée. *« Nous opérons une veille technologique permanente destinée à prendre en compte les nouveautés du marché. Par exemple, nous intégrons désormais des drones terrestres et aériens »* souligne le Chef de corps de l'UIISC1.
« L'évolution des technologies facilitera la gestion et la coordination des moyens sur le terrain. C'est un véritable enjeu de développement pour l'avenir. Il est nécessaire désormais de renforcer les capacités de gestion et d'appui au niveau zonal pour être ce maillon indispensable entre le terrain et le niveau décisionnel » témoigne le Préfet Thirion. *« Ce chantier est encore à poursuivre »* selon lui. Le développement de ces nouveaux moyens de communication, ayant pour vocation d'assurer un très haut débit, présente une aubaine pour les UIISC qui doivent régulièrement se rendre en zone reculée où les communications sont difficiles. *« Nous nous devons d'être interopérables avec l'ensemble des forces de secours et effectuons de nombreux exercices de préparation opérationnelle conjoints. Ainsi, au même titre que les autres forces de sécurité et de secours, nous serons également équipés du Réseau Radio du Futur »* souligne le Colonel Nicot.
Au-delà des communications, *« certaines technologies de pointe sont déjà mises en œuvre sur le terrain. C'est le cas des mini-drones tactiques utilisés en appui des unités qui pourraient être complétés dans le futur par l'emploi de drones moyenne élongation dotés d'intelligence artificielle. Les matériels et véhicules de détection, d'analyse et d'identification NRBC des UIISC constituent également de véritables concentrés de technologie de pointe. L'acquisition d'outils de numérisation de la zone d'intervention (cartographie et position des engins) et des postes de commandement, de réseaux de transmission du futur interopérables et de capacités de transmission des données, permettront à nos forces d'agir encore plus rapidement lors de catastrophes de toute nature »* note le Préfet Thirion.

FAIRE FACE À LA MULTIPLICATION DES CATASTROPHES

Dans un contexte où les crises aux conséquences dévastatrices vont se multiplier, les Unités d'Instructions et d'Intervention de la Sécurité Civile n'auront d'autres choix que l'adaptation et la résilience. Les FORMISC, dont font partie les sapeurs-sauveteurs de l'UIISC1 *« font preuve d'une polyvalence et d'un niveau de technicité de plus en plus important »* souligne Alain Thirion et de poursuivre : *« La multiplication des catastrophes engendrera mécaniquement une implication croissante des UIISC en qualité de premier levier étatique en cas de crise à l'international [...]. En réponse, la formation et l'entraînement de nos sapeurs-sauveteurs doivent être durcis en insistant sur leur réalisme et leur intensité avec des phases de contrôle longues, exigeantes et dans des conditions rustiques. Les savoir-faire de base entretenus dans tous les domaines permettent de s'adapter rapidement aux nouvelles crises. Ainsi, nous avons su réagir efficacement lors d'épidémies inconnues comme Ebola ou la Covid 19 pour rapatrier ou prendre en compte des victimes ».*
Pour faire face à cette multiplication des catastrophes, *« le renforcement et la densification des capacités des UIISC est aussi une solution concrète et envisageable à court terme »* conclut le Directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises.

> Les savoir-faire de base entretenus dans tous les domaines permettent de s'adapter rapidement aux nouvelles crises.

Claudia Chatelus, MÉDECIN URGENTISTE À LA FIBRE HUMANITAIRE

Au cœur de la crise Covid en Alsace mais également engagée au sein du mécanisme européen de protection civile et auprès d'autres institutions, Claudia Chatelus a son travail de médecin urgentiste chevillé au corps.

PAR LOLA BRETON

Claudia Chatelus a toujours voulu être médecin. « *Depuis l'âge de 7 ans* », dit-elle fièrement, plus de 40 ans plus tard. A l'origine de cette vocation, plusieurs hospitalisations et passages chez le pédiatre en tant que jeune patiente. « *Au départ, je voulais me spécialiser dans les maladies infectieuses, mais je n'ai pas eu le concours d'internat. Alors, j'ai commencé comme généraliste et c'est au cours d'un stage à l'hôpital de Colmar que j'ai rencontré un excellent maître de stage urgentiste qui m'a donné envie de continuer sur cette voie. Il m'a transmis la fibre de l'urgence et de l'humanitaire. À cette époque je n'ai rencontré que des personnes passionnées et désireuses de transmettre leur savoir. Je crois que c'est cela qui m'a donné envie de continuer dans cette voie. Nous étions moins cloisonnés qu'aujourd'hui dans nos spécialités ou nos organisations et on avait le temps de se former et de transmettre.* »
Profondément marquée par la pandémie de Covid-19, Claudia Chatelus, médecin urgentiste à l'hôpital Pasteur de Colmar se souvient, non sans un pincement au cœur, de cette période de crise, plus de deux ans et demi après les premiers cas de Covid-19 à Mulhouse. L'Alsace a été touchée de plein fouet par l'épidémie, dès le mois de mars 2020, ce qui a plongé les établissements de santé de la région et leur personnel dans une situation inédite. « *Je me suis interrogée sur mon rôle de médecin. On a été amené à faire des choses qui n'avait plus beaucoup de sens. Je me suis posée, comme beaucoup, des questions éthiques, notamment sur le fait de devoir interdire aux familles de dire adieu à leurs proches malades.* » Malgré ces difficultés, Claudia Chatelus a été stimulée par « *le patient et le travail d'équipe* », comme toujours. « *Pour eux, on peut se surpasser et aller vraiment très loin.* » De ces questionnements et des enseignements à tirer de la crise, elle a écrit un livre, intitulé Ma guerre du Covid : journal d'une urgentiste alsacienne, paru en juin 2020 aux éditions des Equateurs.

« CASSER LES CLOISONS »

Le parcours de cette Alsacienne aux origines familiales italiennes s'explique au gré de multiples rencontres. « *Je dis rarement non à un nouveau projet*, admet-elle. *Au contraire, j'ai plutôt tendance à essayer de me plier en quatre pour faire en sorte que ça fonctionne.* » Une manière d'appréhender la vie, couplée à une curiosité naturelle, qui ont mené cette mère de trois enfants à s'engager dans la sécurité civile militaire. « *En étant médecin urgentiste et au fur et à mesure des interventions, j'ai réalisé qu'il me manquait des connaissances. Je me suis donc tournée vers les sapeurs-pompiers volontaires. Puis, mon mari, qui n'est pas du tout dans le milieu médical, a été muté à Lyon. Je l'ai suivi et j'ai postulé à l'ENSOSP, l'école nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers. C'était mon premier pas dans le milieu de la sécurité civile militaire.* » Dans ces corps qui n'étaient pas les siens, Claudia Chatelus a trouvé « *le sens du collectif et du bien commun, l'envie d'évoluer et d'arriver ensemble vers un même objectif : on embarque tout le monde et chacun y trouve sa place* ».

> En étant médecin urgentiste et au fur et à mesure des interventions, j'ai réalisé qu'il me manquait des connaissances. Je me suis donc tournée vers les sapeurs-pompiers volontaires.

> L'idée est de se dire : si on est médecin à l'hôpital, pourquoi ne pourrait-on pas l'être dans une institution européenne ou militaire ?

Des valeurs qui s'ajoutent à celles qu'elle cultive en tant que médecin urgentiste, *« l'envie d'écouter, de partager et de travailler en équipe ; rester curieux et humble ; et ne pas oublier qu'on est là pour servir avant tout »*.
Après quelques années, de retour à Colmar, elle intègre le Mécanisme européen de protection civile, devient l'un des médecins du Parlement européen, tout en continuant à être pompier volontaire. *« Cela s'est fait naturellement*, dit-elle. *Cela permet de casser les cloisons. L'idée est de se dire : si on est médecin à l'hôpital, pourquoi ne pourrait-on pas l'être dans une institution européenne ou militaire ? Chaque pas dans une nouvelle institution a été poussé par la curiosité, l'envie d'en apprendre davantage et d'en savoir plus sur la gestion de crise et sur l'humain. »*
A l'heure où la médecine d'urgence est devenue une spécialité à part, celle qui décompresse en montagne ou en écoutant de la musique conseille aux aspirants médecins intéressés par ce domaine de suivre son exemple. *« Disposer d'une vue unique des choses n'est jamais bon*, estime-t-elle. *Il faut savoir se mettre dans la peau de l'autre pour comprendre de quel matériel il dispose, par exemple. Plus il y aura de personnel multi-casquettes et mieux les choses fonctionneront. C'est souvent parce qu'on ne se comprend pas entre rouges et blancs [entre pompiers et personnels hospitaliers, NDLR] qu'il y a des tensions. Je ne peux que conseiller aux jeunes médecins d'intégrer la réserve pour se former ailleurs et différemment, aux techniques d'urgence. »* La force de cette compréhension entre les différentes techniques, Claudia Chatelus l'a expérimentée sur le terrain. *« En 2016, nous sommes intervenus en SMUR pour un homme empalé sur une tige de fondation. Elle avait traversé l'aorte. L'intervention a réussi grâce à une parfaite synergie SMUR, sapeurs-pompiers, Dragon 67. L'expérience sécurité civile et la connaissance des moyens de chacun m'ont énormément aidé pour mener à bien cette intervention. Aujourd'hui, cette personne vit normalement, preuve que le partage des moyens et connaissances peut faire des miracles. »*

« TRAVAILLER DE MANIÈRE TRANSVERSALE »

Les engagements de Claudia Chatelus au niveau européen lui ont appris une nouvelle facette du métier qu'elle a su réutiliser au plus fort de la pandémie : la gestion de crise. Son rôle d'experte au sein du mécanisme européen de protection civile depuis 2011 l'avait préparée à affronter des situations d'ampleur. *« Cela consiste notamment à des exercices de terrain durant lesquels on met en commun des moyens et des capacités comme si nous étions en situation. Nous sommes partis au Danemark pour simuler une crise au Maroc. En sortant de l'exercice, nous avions tous l'impression d'être véritablement partis là-bas. C'était très étrange et stimulant à la fois. La mise en situation était d'une réalité déconcertante. Ce type d'exercice m'a beaucoup appris sur le management. Nous avions tous la même mission, partagions tous le même résultat mais, des cultures et des formations différentes. J'ai appris qu'on peut arriver à un objectif donné avec n'importe quelle équipe. Pour cela, il faut savoir travailler de manière transversale, prendre en compte le côté humain et s'appuyer sur les compétences de chacun. »* Claudia Chatelus s'enorgueillit également d'avoir pu apporter son regard d'expert européen à une équipe médicale de l'hôpital de Percy en janvier 2020 dans le cadre de la certification de la prise en charge des grands brûlés *(EU Burn Assessment team)*.
Aujourd'hui, alors que la crise Covid semble moins virulente et ses impacts moins violents, que ce que nous avons connus, et que l'Union européenne, avec son dispositif RescEU, nouvelle réserve européenne de ressources, semble avoir appris et tiré des enseignements de cette crise, Claudia Chatelus pense déjà à la suite. *« Je réfléchis à une autre manière d'exercer mon métier pour apporter autre chose. J'aspire à travailler sur le plan du management dans le cadre européen »*, esquisse-t-elle tout en restant discrète sur le futur. *« J'espère qu'il y aura davantage de médecins urgentistes engagés dans le volontariat sapeur-pompier ou la réserve militaire, pour plus d'échanges, de partages de connaissances et d'immersion. Cela contribuera certainement à développer une culture commune du risque, de la gestion de crise et du secours à la personne. »*

S&D MAGAZINE

UNE PUBLICATION DE L'AGENCE ESPRIT COM'
SIEGE : 5 RUE DE L'ÉGLISE – 64230 DENGUIN – FRANCE
0033 (0)5.59.81.28.75
REDACTION : PARIS 16E
CHRISTIAN CROZAT *Directeur de la publication*
MÉLANIE BÉNARD-CROZAT *Rédactrice en chef*
LAURENCE CORCHIA *Graphiste*
CRÉDITS PHOTOS : *Shutterstock*

CONTACT
REDACTION@SD-MAGAZINE.COM
SERVICE PUBLICITÉ & ABONNEMENTS : 0033 (0)5.59.81.28.75
PUBLICITE@SD-MAGAZINE.COM

© 2022 ESPRIT COM'
Les opinions émises dans la revue n'engagent que les auteurs. Les publicités et rédactionnels insérés le sont sous la responsabilité des annonceurs. L'éditeur se réserve le droit de refuser toute demande d'insertion sans avoir à motiver son refus. Reproduction intégrale ou partielle interdite sans autorisation de la rédaction.
DÉPÔT LÉGAL À PARUTION – ISSN 2266-2936

EUROSATORY
PROTECT YOUR FUTURE

helped

Humanitary Emergency Logistic
Project and Eco Development

Le démonstrateur capacitaire de réponse globale aux crises humanitaires et environnementales

Face aux catastrophes, aux crises multiples et aux situations d'urgence dues au réchauffement climatique, aux accidents industriels ou du fait de conflits, le GICAT et sa filiale GOGES EVENTS ont développé le démonstrateur HELPED.
Présenté en première mondiale lors du dernier salon Eurosatory, il propose un ensemble de capacités coordonnées par un centre des opérations : transport, stockage, énergie, réseaux, traitement des eaux, soins, subsistance, infrastructures, etc...

Retrouvez la communauté des professionnels de la gestion de crise, de la sécurité civile et humanitaire, sur le prochain **EUROSATORY, du 17 au 21 juin 2024.**

organisé par COGES EVENTS

une filiale du GICAT
Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres

MEDIAPILOTE

DÉFENSE & SÉCURITÉ

L'EXCELLENCE FRANÇAISE
EN DÉFENSE ET SÉCURITÉ

GICAT

Groupement des industries de défense
et de sécurité terrestres et aéroterrestres

GICAT.COM

3 avenue Hoche
75008 PARIS
+33 (0)1 44 14 58 20